

iram
2025
RAPPORT ANNUEL



Sommaire

Editorial	3
-----------------	---

QUI NOUS SOMMES

L'Iram: une expertise indépendante, éthique et exigeante	4
Organigramme de l'équipe	6

TEMPS FORTS 2025

L'avenir des territoires pastoraux au centre de notre journée d'étude 2025	8
Investir dans la recherche pour innover et nourrir nos partenariats	10
La sécurisation de la mobilité pastorale au Maroc: une thèse portée par l'Iram et le Cirad	11
Intervenir en contexte de crise: l'engagement de l'Iram se poursuit	12
Faire converger les solidarités à l'international et en France face aux enjeux communs	13

NOS ACTIVITES EN 2025 PAR AXE STRUCTURANT

RENFORCER LA DURABILITÉ ET LA RÉSILIENCE DES SYSTÈMES DE PRODUCTIONS	16
RENFORCER LA DURABILITÉ ET LA RÉSILIENCE DES SYSTÈMES PASTORAUX	19
PROTÉGER LES POPULATIONS VULNÉRABLES DES RISQUES ALIMENTAIRES ET NUTRITIONNELS	22
CONTRIBUER À UN DÉVELOPPEMENT ET UN AMÉNAGEMENT PLUS DURABLE ET CONCERTÉ DES TERRITOIRES	25
SOUTENIR LA VIABILITÉ DE FILIÈRES PORTEUSES DE PROGRÈS SOCIAUX, ÉCONOMIQUES ET ENVIRONNEMENTAUX	28
LUTTER CONTRE LES INÉGALITÉS LIÉES AU GENRE ET À LA JEUNESSE	31

RAPPORT FINANCIER 2025

Tableau de bord financier	35
Nos partenaires	37
Nos dernières publications	38

Éditorial

L'année 2025 a été marquée par la multiplication et l'aggravation des crises et conflits dans différentes régions du monde. L'attention qui y est portée est sélective et des drames humanitaires, comme celui provoqué par la guerre au Soudan, se trouvent mis en arrière-plan des préoccupations malgré leur gravité. Dans le même temps, l'austérité budgétaire dans les pays de l'OCDE a entraîné une baisse sans précédent des financements consacrés à la solidarité internationale, dont l'utilité est en outre remise en cause par des attaques idéologiques incitant au repli sur soi.

Face à cette situation, l'Iram se mobilise au sein des collectifs dont il est membre, pour rappeler l'importance de la solidarité internationale. Cette mobilisation entamée en 2025 a notamment abouti le 30 juin 2026 à la diffusion d'un film et d'un manifeste¹, porteurs de plusieurs messages-clés. La solidarité est une condition de notre avenir commun, nécessaire pour la paix, la santé et la stabilité du monde. Les crises climatiques, sanitaires, économiques ou migratoires nous rappellent qu'aucun pays ne peut durablement protéger sa prospérité, sa sécurité et son avenir en ignorant ce qui se passe ailleurs. Ces messages que nous portons collectivement sont en résonance avec les principes au cœur des objectifs et des actions de l'Iram depuis sa création.

Dans ce contexte qui impacte durement le secteur, l'Iram a fait face en 2025 et aborde 2026 avec des perspectives renouvelées. La continuité de nos actions repose sur l'effort constant de l'équipe et de l'association pour poursuivre le renforcement de nos partenariats stratégiques et notre diversification géographique (Afrique centrale, Océan indien, Asie du Sud-Est), comme le montrent les pages de ce rapport d'activités.

Le pastoralisme est un exemple emblématique de cette dynamique reposant sur des géographies et des partenariats à la fois ancrés dans la durée mais aussi renouvelés. En 2025, l'Iram a ainsi poursuivi son accompagnement de longue date aux stratégies visant à sécuriser la mobilité pastorale et à améliorer le dialogue politique entre les acteurs de la gouvernance des espaces pastoraux aux différentes échelles. Historiquement mobilisé aux services des organisations et des politiques en faveur du pastoralisme en Afrique de l'Ouest et au Sahel, l'Iram a plus récemment étendu ses interventions à d'autres régions du monde, en particulier les pays du pourtour méditerranéen et d'Afrique centrale et en Mongolie (cf. p. 19 et 21). Une recherche portée par une doctorante en contrat CIFRE sur la mobilité pastorale au Maroc a aussi débuté en 2025 (cf. p. 11). D'autres thématiques ont été abordées, notamment les questions de paix, les enjeux spécifiques aux aires protégées, l'adaptation du pastoralisme aux changements environnementaux et sociaux ou encore la place des jeunes dans ces systèmes... toutes au cœur de notre journée d'étude de 2025 consacrée à des regards croisés nord-sud sur le pastoralisme (cf. p. 8) et alimentant les réflexions de l'année internationale du pastoralisme de 2026.



Enfin, l'année 2025 a aussi été l'occasion de poursuivre des réflexions importantes pour l'avenir de notre structure qui fêtera bientôt ses 70 ans. J'en citerai deux en particulier.

La révision de notre Projet Iram devrait aboutir en 2027. Elaboré par les salarié.es et les membres de l'Association Iram, ce document constitue une boussole interne pour maintenir notre cap dans un contexte troublé. Il exprime les spécificités de notre organisation, priorise nos modes d'intervention et nos domaines d'activités et d'investissement, et vise à contribuer à répondre une question essentielle liée à notre identité : comment l'expertise indépendante, éthique et exigeante, peut-elle jouer un rôle dans la construction d'un monde plus solidaire ?

En 2025, l'Iram a également poursuivi l'élaboration d'une stratégie de transition écologique des systèmes alimentaires, sur la base d'une gestion durable des ressources naturelles et de la réduction des inégalités. Cette stratégie ambitionne d'améliorer les modes d'intervention et les pratiques de fonctionnement de l'Institut afin de réduire l'impact de son activité sur l'environnement et le climat. La mise en œuvre de cette stratégie repose sur les principes clés de l'Iram que sont le partenariat et co-apprentissage et la gouvernance partagée. Avec cette stratégie, l'Iram réaffirme ainsi une fois encore son engagement pour une transition écologique juste où la préservation de l'environnement est indissociable de la lutte contre la pauvreté et les inégalités.

Isabelle DROY
Présidente de l'Iram

1 <https://lefildenotreavenir.fr/#manifeste>

Une expertise indépendante, éthique et exigeante

L'Institut de recherches et d'applications des méthodes de développement (Iram) est un bureau d'études associatif travaillant dans le domaine de la coopération internationale depuis 1957. À travers ce terme s'exprime un des traits forts de l'identité de l'Iram : la volonté d'associer une expertise indépendante, éthique et exigeante pour un monde plus juste et solidaire.

Notre priorité est de renforcer les capacités des acteurs et des institutions que nous accompagnons. Aussi nous attachons une importance majeure à l'appui aux processus d'élaboration et de mise en œuvre des stratégies et des politiques publiques, ainsi qu'à la construction de dispositifs de services au profit des acteurs locaux.

Gouvernance et équipe

Le groupe Iram est organisé selon une **structure duale** constituée d'une société par actions simplifiée unipersonnelle (SASU), Iram Développement, dont l'actionnaire unique est l'association Iram. Le groupe Iram fonde son identité sur un modèle de **gouvernance collective et participative**, impliquant les membres de l'association et l'équipe salariée de la SASU.

L'association

L'association Iram porte le projet associatif du Groupe et veille à sa mise en œuvre. Elle est composée de trois instances.

L'Assemblée générale, rassemblant une centaine de membres, se réunit annuellement pour définir les orientations stratégiques et adopter les rapports statutaires. Outre ces missions, les membres de l'association s'impliquent dans de nombreux chantiers fondamentaux pour l'évolution de l'Iram : réflexions sur la prospective ; travaux sur l'histoire, les mémoires et les archives de l'institut ; ou encore projets de recherche en lien avec nos interventions. En 2025, trois personnes ont rejoint l'association Iram : Cédric Bernard, Christophe Jacqmin et Jonathan Lepilliez.

Un **Conseil d'administration** est élu par l'AG tous les quatre ans, il joue un rôle de suivi rapproché des activités du groupe et de vigilance, par le biais d'appui-conseil, de soutien

LES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'IRAM



- ≡ **PRÉSIDENTE**
Isabelle Droy
- ≡ **TRÉSORIER**
Gilles Goldstein
- ≡ **SECRÉTAIRE**
Agnès Lambert
- ≡ **MEMBRES ASSOCIÉS**
Pascal Babin, Etienne Beaudoux, Benoît Lallau, Damien Mermet et Jean-Michel Sourisseau
- ≡ **MEMBRES PROFESSIONNELS**
Ferroudja Aber, François Doligez, Laurent Liagre et Laure Steer

à certains chantiers, d'animation de l'association, mais aussi en exerçant une veille sur les activités entreprises par le groupe.

Le **Conseil d'analyse stratégique** apporte un regard plus externe sur des enjeux liés à nos contextes et domaines d'intervention et renforce la fonction de veille du conseil d'administration. Ces dernières années, ce conseil d'analyse a en particulier alimenté nos réflexions sur l'évolution du contexte et sur la prospective. Ces travaux constituent un élément important dans le processus de révision de notre Projet stratégique, qui aboutira en 2027.

Le bureau d'étude et l'équipe salariée

Iram développement est l'entité économique qui emploie l'ensemble de l'équipe, et ainsi soutient la mise en œuvre du projet associatif. Le collectif de l'équipe salariée est décisionnaire au sujet de la direction, du programme de mise en œuvre du projet

associatif, et de l'ensemble des choix et orientations importantes pour le bureau d'étude. L'équipe salariée est composée début 2026 de 35 personnes, dont 10 assurant des fonctions transversales d'appui aux activités techniques. Elle est soutenue par un réseau d'experts indépendants dont certains en accompagnement des actions de terrain pluriannuelles.

En 2025, trois personnes ont rejoint l'Iram : Julie Ferrand, Experte filières et durabilité des systèmes alimentaires ; Amélie Smith, Doctorante en géographie sur le pastoralisme ; et Naomi Soudry, au sein de l'équipe en charge de la gestion administrative et financière. Lina Amsidder, Julie Conversy et Jonathan Lepilliez ont quitté l'équipe, pour se tourner vers des activités en France. ≡

L'action de l'Iram porte sur trois grands enjeux



La durabilité et la résilience des systèmes alimentaires



La réduction des inégalités et des discriminations



La participation des acteurs et actrices des territoires aux processus de décision

L'Iram agit selon trois grandes modalités



L'Iram fournit **des conseils et des appuis** sous la forme de travaux d'étude (diagnostics, études de faisabilité, évaluations, travaux de recherche...), d'assistance technique permanente ou d'accompagnement à distance.



L'Iram s'investit dans la **mise en œuvre d'actions de développement sur le long terme** (projets de terrain), à la demande de partenaires ou sur la base d'actions qu'il a lui-même définies.



L'Iram s'implique dans des travaux de **recherche-action, de capitalisation de ses expériences et des processus et réseaux de partage des connaissances** tirées de ses activités.

Pour mettre en œuvre cet accompagnement, l'Iram s'appuie sur trois grands principes fondamentaux



Le sur-mesure pour s'ajuster au contexte et aux acteurs : il s'agit de privilégier une analyse fine du contexte, en prenant en considération, au-delà d'une approche technique, la nature des rapports sociaux, économiques, environnementaux et politiques afin de proposer des méthodes d'intervention adaptées aux besoins des acteurs et territoires.

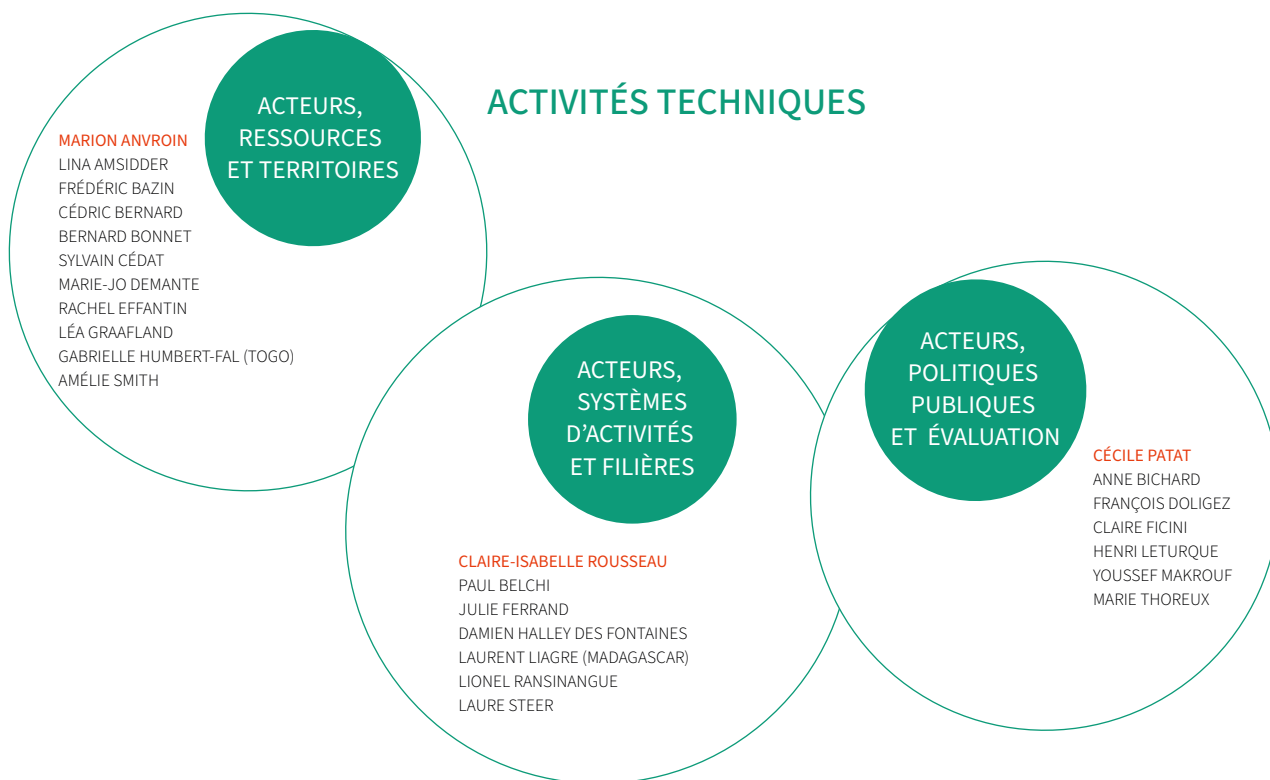
Pour cela, l'Iram s'appuie sur une équipe pluridisciplinaire, sur ses partenariats inscrits dans la durée et sur la transmission entre générations des connaissances accumulées depuis sa création.



L'ancrage à un réseau de partenaires pour affronter les crises et mutations ensemble : l'Iram recherche systématiquement la collaboration avec des structures nationales ou régionales, telles que des bureaux d'études ou des ONG, à travers des partenariats privilégiés. Le développement d'une telle stratégie d'alliances vise à mieux appréhender les réalités locales, à renforcer la pérennité des actions entreprises et à étendre la portée politique des résultats obtenus dans le cadre des projets et travaux auxquels contribue l'Iram.



L'intégration du meilleur des innovations technologiques : l'Iram s'est engagé dans la formation de ses équipes et le développement de compétences en matière de nouvelles technologies (formation et accompagnements à distance, outils numériques de suivi-évaluation, geodata, numérisation de services...), tout en s'efforçant de mener une réflexion sur les intérêts et les limites de tels outils numériques dans le cadre de ses activités.

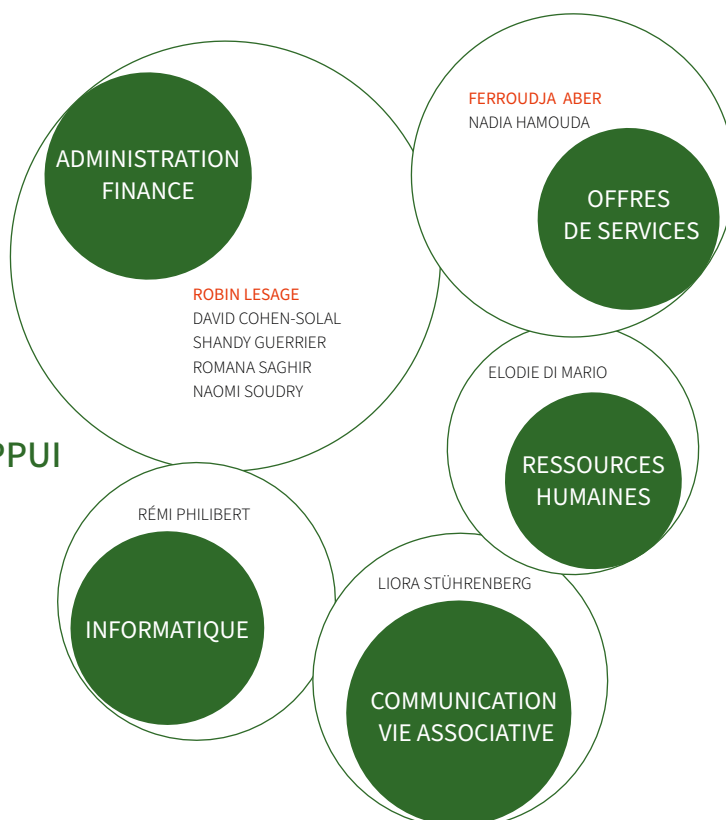


ORGANIGRAMME

AU 1^{ER} JANVIER 2026

iram

FONCTIONS D'APPUI



Temps forts 2025

L'avenir des territoires pastoraux au cœur de notre journée d'étude 2025

Développement des territoires pastoraux sahéliens et méditerranéens : quelles initiatives en réponse aux contraintes sociétales, économiques et climatiques ? C'était le thème de notre journée d'étude du 25 juin 2025, qui s'inscrit dans l'Année internationale des parcours et des pasteurs.

Au sud du Sahara, au Maghreb et en Europe notamment, l'élevage pastoral est exposé à un faisceau de contraintes telles que le changement climatique, l'insécurité, les pressions foncières accrues ainsi que de multiples mutations politiques et sociales. Il soulève aussi de nombreux débats au sein des sociétés : contribution aux émissions de gaz à effet de serre, place remise en cause dans les aires protégées en expansion, perte d'attractivité des métiers d'éleveurs et de bergers ou encore bien-être animal. L'image « archaïque » des systèmes pastoraux persiste encore souvent. Pourtant, ces derniers font preuve d'une grande résilience, leur vitalité s'expliquant notamment par les capacités d'adaptation des sociétés pastorales et leur rôle central dans le développement économique, le maintien de la biodiversité, la fertilité des sols et les relations entre territoires et communautés.

Comment les acteurs et les sociétés locales des territoires pastoraux peuvent-ils s'adapter pour être encore davantage moteurs dans le développement des territoires sur lesquels ils opèrent, en particulier ceux qui ne peuvent être mis en valeur que par les systèmes pastoraux ? Quelles implications pour les politiques publiques dans les différents espaces subsahariens et méditerranéens ?

C'est autour de ces questions que l'Iram et ses partenaires ont organisé une journée d'étude le 25 juin 2025. Rassemblant une centaine de personnes à Paris et en visioconférence, elle a donné la parole à différents acteurs des territoires pastoraux du Sud et du Nord du Sahara et d'Europe : l'Iram, le Cirad, l'Office régional de mise en valeur agricole de Ouazazate au Maroc, le Comité inter-États de lutte contre la sécheresse au Sahel, le Commissariat régional

de développement agricole de Médenine en Tunisie, la Fédération des Alpages de l'Isère en France, Agronomes et vétérinaires sans frontières, la Communauté des États d'Afrique de l'Ouest et les Jeunes Ambassadeurs du Pastoralisme du Réseau Billital Maroobé.

Leurs exposés ont souligné les similitudes et les spécificités des initiatives d'adaptation portées par les sociétés pastorales dans ces contextes, autour de trois enjeux :

- La sécurisation du foncier et la gestion des ressources pastorales communes
- Les dynamiques économiques des territoires pastoraux
- L'implication des jeunesses pastorales

Les présentations croisées de la journée ont permis de faire de nombreux parallèles entre les situations européennes, nord-africaines, sahéliennes et même asiatiques. Malgré une grande variabilité agroécologique, les processus se ressemblent, les problèmes sont en partie similaires et les solutions sont souvent comparables. Les discussions avec l'ensemble des participants ont mis en avant quatre points clés.

Un monde pastoral en recomposition

Le pastoralisme est touché par de nombreuses crises, telles que la déprise pastorale en Europe ou la crise sécuritaire au Sahel, mais aussi l'amplification des impacts du changement climatique et des pressions foncières. Ces chocs fragilisent les équilibres construits dans le temps. Dans ce contexte a lieu un renouvellement des acteurs (jeunes pasteurs au Sahel, jeunes bergers venus de la ville en France, nouveaux acteurs du

 Organisées depuis 1984, nos journées d'étude visent à débattre autour de problématiques variées, à partir des expériences de terrain de l'Iram et de ses partenaires. Elles rassemblent, en plus des personnes salariées et membres de l'association, de nombreux partenaires du Nord et du Sud.

La journée d'étude du 25 juin 2025 sur le thème : « Développement des territoires pastoraux sahéliens et méditerranéens : quelles initiatives en réponse aux contraintes sociétales, économiques et climatiques ? » a été préparée par Paul Belchi, Bernard Bonnet, Rachel Effantin-Touyer, Cédric Bernard, Lina Amsidder et Vanessa Dorange.

L'Iram s'est associé à Inter-réseaux développement rural pour la valorisation de cette journée à travers la publication du bulletin de veille thématique n°505, et avec le Comité Technique Foncier & Développement qui a facilité la participation d'intervenants. Cette journée s'inscrit par ailleurs dans la préparation de l'Année internationale des Parcours et des Éleveurs pastoraux de 2026.

 **INTER-RÉSEAUX**
Développement Rural



ANNÉE INTERNATIONALE DES
**PARCOURS ET DES
ÉLEVEURS PASTORAUX**
2026

Comité technique

 **Foncier & développement**



Collecte de lait par un collecteur de la Laiterie du Berger, département de Dagana au Sénégal. L'intégration des systèmes pastoraux dans l'industrie laitière, et plus globalement dans les systèmes alimentaires et dans l'économie des territoires ruraux, était un des sujets au cœur des débats.

© Paul Belchi (Iram)

pastoralisme au Maghreb, etc.) mais cette recomposition ne se fait pas sur une rupture totale : les structures traditionnelles restent solides, qu'il s'agisse des Ardo, des Rouga, Damin ou d'autres autorités coutumières. C'est précisément cette articulation entre héritages communautaires et nouveaux entrants qui donne à ce système sa résilience.

Des solutions à construire ensemble avec tous les acteurs du territoire

Les présentations ont été unanimes : les solutions sont à construire ensemble, avec tous les acteurs du territoire et pas seulement avec les pasteurs. La concertation apparaît comme le maître-mot : il s'agit de créer des liens entre éleveurs, agriculteurs, entrepreneurs locaux (transformateurs et commerçants notamment), collectivités locales et institutions. Dans cette action collective, la compétitivité des produits pastoraux est très dépendante des mesures politiques, des stratégies commerciales et de la valorisation des produits locaux.

Un besoin d'accompagnement des services publics et d'investissements privé

Les participants ont insisté sur le rôle moteur que doivent jouer les pouvoirs publics, aux côtés d'investissements privés ciblés. L'expérience de certains projets montre par exemple que l'aménagement hydraulique est crucial au Sahel pour sécuriser l'accès à l'eau, valoriser les zones éloignées, augmenter la production de viande et de lait, et soutenir l'autosuffisance alimentaire. Cependant, ces projets ne produisent d'effets durables que s'ils s'accompagnent de cadres clairs (codes ruraux ou pastoraux, politiques foncières, règles de décentralisation transparentes).

Amplifier les travaux de recherche et de veille de terrain

Il ressort aussi de cette journée que de nombreuses zones d'ombre demeurent sur ces dynamiques pastorales. Il est important de poursuivre les efforts de recherche sur différents thèmes et notamment : les

redécoupages du foncier, l'émergence de nouveaux modes d'accès aux ressources et la privatisation des espaces de parcours ; l'apparition des néo-éleveurs qui investissent dans des troupeaux pastoraux et leur influence sur les équilibres traditionnellement communautaires ; les trajectoires des familles et des groupes d'éleveurs, les stratégies des éleveurs pour augmenter leur cheptel et le rôle des nouvelles autorités locales dans la gestion des mobilités ; ou encore la production d'outils et de méthodes de concertation locale. ■



Les Actes de cette Journée d'étude ainsi qu'une sélection de ressources thématiques réalisée

avec Inter-réseaux Développement rural sont à [retrouver sur notre site](#), sur lequel vous pouvez également visionner l'intégralité des séquences filmées de la journée ainsi qu'une série d'entretiens avec des personnes ayant assisté ou participé aux débats.

Investir dans la recherche pour innover et nourrir nos partenariats

L'Iram privilégie une pratique d'intervention fondée sur la production de connaissances, la formulation de propositions et l'élaboration de références à partir de pratiques ancrées sur le terrain et de relations de partenariats établies dans la durée.

Co-construire d'autres voies de développement

L'Iram poursuit continuellement une posture « d'organisation apprenante ». Pour y parvenir, l'Iram s'appuie sur les savoir-faire acquis sur le terrain, la formation de l'équipe salariée, des échanges avec une diversité de partenaires, ainsi que sur une démarche et des moyens au service de la recherche-action.

Cette mission de recherche nous permet d'innover et de participer à la construction d'autres voies de développement avec les acteurs des pays où nous travaillons. Depuis 2018, l'Iram déclare du crédit impôt recherche ; ce levier financier soutient le déploiement de nos activités de recherche.

Des projets de recherche financés et mis en œuvre par l'Iram

Depuis 2022, l'Iram finance, sur ressources propres, des activités de recherche et d'innovations en lien avec ses activités techniques.

Plusieurs propositions ont ainsi été élaborées et mises en œuvre ces dernières années sur une diversité de sujets :

- Le rôle des marchés à bétail dans l'économie locale en zone sahélienne
- Les trajectoires de groupes de pasteurs mobiles soumis à l'insécurité dans les espaces transfrontaliers d'Afrique de l'Ouest et du Centre
- La réduction des pesticides dans les périmètres maraichers des membres de la Fédération des paysans du Fouta Djallon en Guinée

- L'impact des projets économiques de jeunes femmes et hommes financés par le projet I Yeke Oke en RCA sur la capacité à agir et la résilience de ces jeunes et plus largement sur leur environnement proche.

Ces projets de recherche font l'objet de nombreuses valorisations en 2025, notamment des publications dans les revues *Monde en développement* et *Cahiers Agricultures* (voir page 38).

Encadrement de jeunes chercheurs et chercheuses

Pour la seconde fois depuis 2020, l'Iram accueille une salariée en convention Cifre. En collaboration avec l'Unité mixte de recherche Selmet du Cirad, une doctorante conduit depuis septembre 2025 des travaux de recherche sur enjeux de mobilité pastorale au Maroc (voir page suivante). ■

Interroger et mettre en débat nos pratiques par les formations

Plusieurs membres de l'équipe salariée interviennent au sein de différentes universités et écoles. Cette implication nous permet d'analyser, d'interroger et de mettre en débat nos pratiques et nos thématiques de travail.

- Cerdi - Université de Clermont Ferrand, Master Analyse économique et développement international : deux salariés interviennent sur « Politiques de décentralisation et gestion des ressources naturelles » ; un salarié intervient sur les enjeux de sécurité alimentaire.
- Istom, dans le cadre du Domaine d'approfondissement « Développement agricole, Territoires et Transitions » (5^{ème} année), deux salariés de l'Iram interviennent sur le cycle de projets. Deux salariés accompagnent aussi le démarrage des équipes « Jeunes experts » (3^{ème} année).
- Montpellier AgroParisTech ENGREF Montpellier : Animation d'un module sur la formulation et l'évaluation de projets de développement et de gestion des ressources naturelles ; formation GEEFT Gestion de l'Environnement et des Ecosystèmes Forestiers tropicaux.
- Sciences Po Paris, PSIA, Ecole d'affaires internationales : coordination, avec le Cirad, d'un séminaire sur les politiques publiques et les enjeux agricoles et alimentaires en Afrique Subsaharienne.

- Université de Lille - Master Ingénierie du développement et des projets humanitaires : une salariée intervient sur la gestion du cycle du projet.
- Université Paris I / IEDES, Masters Développement local et Interventions en zones de crise et post-crise : des salariés de l'Iram interviennent dans le cadre de cours associant théorie et pratique sur le diagnostic de territoire et sur l'aspect financier et procédural de la réponse à l'appel à projet.
- Université de Rennes, Master Analyse de projets de développement durable : intervention sur la planification de projet.
- Université de Versailles – Saint Quentin, Master économie et évaluation du développement et de la soutenabilité : une salariée intervient sur l'évaluation des projets de développement local.

Par ailleurs, un chargé de programme de l'Institut est accueilli comme enseignant-chercheur associé au Master « Dynamiques et territoires des Suds » (DynSUD) associant trois établissements d'enseignement supérieur : l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, l'Université Paris Cité et AgroParisTech ainsi qu'à l'Unité mixte de recherche, UMR 8586, PRODIG, centré sur l'analyse des liens entre développement et environnement.

La sécurisation de la mobilité pastorale au Maroc au cœur d'une thèse portée par l'Iram et le Cirad

Depuis 2025, l'Iram accueille une doctorante sur les enjeux de mobilité pastorale au Maroc, en collaboration avec l'Unité mixte de recherche Selmet du Cirad. Cette thèse s'intègre dans Pastoreg, une initiative de dialogue politique entre le Maroc, la Tunisie et la France sur la régulation pastorale et l'adaptation aux changements climatiques.

Le pastoralisme demeure un mode de subsistance majeur à l'échelle mondiale, tout en étant confronté à de profondes transformations institutionnelles et environnementales. Au Maroc, selon le ministère de l'Agriculture et de la Pêche maritime, les terrains de parcours – y compris forestiers – couvrent environ 62 millions d'hectares, soit plus de 85% de la superficie nationale. Situés majoritairement en zones arides et semi-arides, ils ont historiquement fait du pastoralisme l'une des principales sources de revenus des populations concernées.

Pourtant, ce mode d'élevage est longtemps resté marginal dans les grandes politiques agricoles qui ont structuré le pays depuis la période coloniale, y compris les plus récentes, comme le Plan Maroc Vert ou la stratégie Génération Green. Fondées sur la mobilité des hommes et des troupeaux, ces pratiques ont été fragilisées par les politiques de sédentarisation et la déstructuration des organisations tribales, désorganisant les modes traditionnels de gestion.

La prise en compte explicite des enjeux pastoraux n'émerge véritablement qu'à partir des années 1990 et s'accélère dans les années 2010, à la suite de conflits médiatisés dans le Souss entre agriculteurs et transhumants. En réaction, l'État

marocain adopte en 2016 la loi 113.13, qui instaure un « cadre juridique relatif à l'organisation, au développement et à l'exploitation rationnelle et durable des ressources pastorales, à la sécurisation de l'assiette foncière à vocation pastorale et sylvopastorale, à la garantie des droits d'accès et d'usage (...) et au règlement des différends ».

Pour mieux comprendre ces enjeux, l'Iram accueille depuis septembre 2025 dans ses équipes Amélie Smith, doctorante en géographie. Sa thèse, encadrée en partenariat avec l'Unité mixte de recherche Selmet du Cirad, interroge les effets de cette injonction à la formalisation dans un contexte de forte variabilité climatique, où la flexibilité des pratiques constitue une condition centrale de viabilité des systèmes pastoraux.

Un travail de terrain est mené sur le versant sud du Haut Atlas (vallées du Mgoun et du Dadès) et dans le massif du Siroua pour comprendre comment les éleveurs, dans leurs itinéraires de mobilité, ainsi que les dispositifs de gouvernance collective des ressources en recomposition, articulent flexibilité, régulation et sécurisation de la mobilité et de l'accès aux ressources. L'objectif est d'identifier les tensions, les ajustements et les différenciations que ces transformations produisent aux échelles collectives et individuelles. Cette thèse a notamment pour ambition de nourrir les réflexions sur l'opérationnalisation de la loi pastorale marocaine, portées par le collectif Pastoreg (voir page 19), une initiative de dialogue politique entre le Maroc, la Tunisie et la France sur la régulation pastorale et l'adaptation aux changements climatiques. ■



Des bergers du Haut Dadès (Sud-Est du Maroc) comptent les chèvres avant de les amener dans les pâturages.

© Amélie Smith (Iram)

Intervenir en contexte de crise : l'engagement de l'Iram se poursuit

Les pays d'intervention de l'Iram sont marqués, depuis de nombreuses années, par des crises multiples, notamment de nature socio-politique ou sécuritaire. Malgré les difficultés d'intervenir dans de tels contextes, l'Iram y poursuit ses engagements sous différentes formes.

De nombreux pays sont marqués par des crises multiples et de plus en plus longues. Pour l'Iram, intervenir dans ces contextes n'est pas une exception mais une constante, qui nécessite une posture méthodologique rigoureuse, un dialogue étroit avec les partenaires locaux et une capacité d'adaptation aux contraintes du terrain. L'année 2025 illustre une fois de plus cet engagement, à travers des modalités d'intervention volontairement diversifiées.

La production de connaissances

Depuis 2025, grâce à deux contrats cadre financés par l'AFD et menés avec le Gret et Nordic Consulting Group d'une part et Gist, d'autre part, l'Iram conduit des analyses de contexte sur des territoires affectés par des crises. Ces travaux documentent les dynamiques locales — accès aux ressources,

recompositions des systèmes productifs, déplacements de populations, vulnérabilités des ménages — dans des environnements où l'information fiable se raréfie ou devient difficile à collecter, précisément quand elle devient la plus nécessaire. Ces analyses doivent permettre d'alimenter les stratégies d'intervention des bailleurs et des opérateurs, ou d'affiner la conception d'un projet.

L'appui à des coopérations décentralisées

L'appui à des coopérations décentralisées représente une deuxième modalité d'intervention. En 2025 a été conduite l'évaluation d'un projet mené en partenariat entre la métropole de Toulouse et Ramallah en Palestine. L'Iram a aussi accompagné le montage d'un projet entre Gennevilliers et Trostianets en Ukraine.

Des projets opérationnels

Malgré des situations sécuritaires dégradées, des projets se poursuivent comme en République centrafricaine (avec la phase 2 du Projet I Yeke Oke) et au Tchad (où démarre le projet Fitri). Cette continuité témoigne d'une volonté de ne pas abandonner des partenaires locaux au moment où les dynamiques de crise fragilisent les acquis construits ensemble.

Ces travaux ne sont possibles que grâce à l'engagement de nos partenaires locaux, que ce soit des consultants indépendants (comme en Palestine) ou des associations nationales, comme Echelle-Appui au Développement en République centrafricaine ou Inadès-Formation au Tchad par exemple. Cette logique partenariale, au cœur de l'approche de l'Iram, est d'autant plus essentielle dans ces contextes. ■

UKRAINE

2025

Appui à la réalisation d'un autodiagnostic des besoins de reconstruction dans la ville de Trostianets

PARTENAIRE Mairie de Gennevilliers

FINANCEMENT AFD - Caisse des dépôts et consignations - Cités Unies Frances

ETHIOPIE

2025 > 2026

Étude sur les facteurs et les dynamiques tensions et conflits, et sur les éléments favorisant la cohésion sociale

PARTENAIRE Gist

FINANCEMENT AFD

PALESTINE

2025

Évaluation du projet d'optimisation de la gestion de la station d'épuration d'Al Tireh

PARTENAIRE Toulouse Métropole

FINANCEMENT AFD - Toulouse Métropole

BURUNDI

2025

Analyse de contexte sensible aux conflits pour une étude de faisabilité d'un projet d'appui à l'éducation, à la santé et au bien-être des filles

FINANCEMENT AFD

MAURITANIE

2025 > 2026

Étude sur les dynamiques de mobilité contemporaines des jeunes femmes et hommes

PARTENAIRES Gret (chef de file) - Nordic Consulting Group

FINANCEMENT AFD

TCHAD

2025

Étude de faisabilité du Projet de développement territorial Intégré du Lac Fitri

FINANCEMENT AFD

MOZAMBIQUE

2025

Appui à l'instruction de l'appel à projets « Prévention et traitement des violences basées sur le genre dans le secteur de l'éducation »

PARTENAIRE Gist (chef de file)

FINANCEMENT AFD

CAMEROUN, RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

2025 > 2028

Phase 2 du Projet I Yeke Oke de développement des territoires impactés par les déplacements de populations

PARTENAIRES CARE - Croix-Rouge française (chef de file) - Croix rouge centrafricaine - Croix Rouge Camerounaise

FINANCEMENT AFD

Faire converger les solidarités à l'international et en France face aux enjeux communs

En 2025, l'Iram a participé aux réflexions du Groupe initiatives qui ont abouti à la publication du *Traverses* 54. Cette capitalisation collective explore comment articuler efficacement les actions menées en France et à l'international en renforçant la convergence des solidarités locales et internationales.



La démarche des publications *Traverses* consiste à tirer des enseignements critiques des pratiques des organisations membres du Groupe initiatives pour contribuer au débat stratégique et méthodologique du secteur de la solidarité internationale.

Le contexte mondial actuel pousse les organisations de solidarité internationale à adapter leurs pratiques et à repenser leurs modes d'action au regard des crises politiques et des défis socioéconomiques et environnementaux auxquelles font face nos sociétés. Nombreuses sont les organisations qui cherchent ainsi à articuler les actions menées en France et à l'international pour renforcer la convergence des solidarités locales et internationales. Le 54^{ème} numéro de la revue *Traverses* du Groupe initiatives est consacré à ces expériences.

Sept ONG du Groupe initiatives - le Grdr, CRAtterre, le Geres, Initiative Développement, le Ciedel, Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières et l'Iram - détaillent dans ce numéro leurs pratiques mobilisant savoir-faire internationaux pour répondre aux défis locaux tels que la transition écologique, l'inclusion sociale ou l'éducation à la citoyenneté.

Ce travail de capitalisation propose de repenser la manière d'agir en France, à la lumière des pratiques internationales. Plus globalement, face à la montée des interdépendances globales (changement climatique et biodiversité, migrations, transition alimentaire...), il invite à repenser le positionnement des organisations de la solidarité internationale dans un cadre d'action transnational, où les distinctions entre « ici » et « là-bas » deviennent de plus en plus poreuses.

Cette volonté de faire converger les solidarités en agissant à la fois à l'international et en France est loin d'être nouvelle pour l'Iram. Depuis plus de trente ans, l'Iram mène des actions avec ses partenaires en France et à partir des années 2000 il s'est investi dans l'appui à la coopération décentralisée. Ainsi

plusieurs coopérations décentralisées ont été accompagnées par l'Iram, avec des dynamiques singulières, par exemple les régions Picardie - Koni Madaoua (Niger) et PACA - Tanger/Tétouan (Maroc).

Depuis 2023, l'Iram a engagé une réflexion pour mieux structurer ses activités nationales, notamment autour des thématiques partagées entre Nord et Sud : systèmes alimentaires, agriculture durable, précarité et transition écologique, gestion et gouvernance des ressources naturelles, pastoralisme, implication des jeunes autour de ces enjeux. L'Iram est également engagé depuis plusieurs années dans l'appui aux politiques agricoles et alimentaires dans les départements, régions et collectivités d'outre-mer, en particulier en Polynésie et à Mayotte.

Une note de positionnement issue des travaux de capitalisation de la *Traverses* n°54 a aussi été publiée courant 2026. Ces différents documents feront l'objet d'une restitution et d'une discussion en novembre 2026 au siège de l'Agence française de Développement à Paris.



Lire le [Traverses N°54](#)



Lire la [note de positionnement](#)

45 Pays d'intervention



6 AXES structurant nos activités

1 Durabilité et résilience des systèmes de productions agricoles et animales

3 Contribuer à protéger les populations vulnérables des risques alimentaires et nutritionnels

5 Viabilité de filières porteuses de progrès sociaux, économiques et environnementaux

2 Durabilité et résilience des systèmes pastoraux

4 Développement et aménagement durable et concerté des territoires

6 Lutte contre les inégalités liées au genre et à la jeunesse

Activités 2025

+60

Contrats d'expertise conseil
(études, évaluation,
appui-conseil...)

1

Contrat de recherche long terme

14

Contrats d'assistance technique
long terme

4

Projets

CONTRIBUER AU RENFORCEMENT DE LA DURABILITÉ ET DE LA RÉSILIENCE DES SYSTÈMES DE PRODUCTIONS

En 2025, les activités d'appui à la transition agroécologique ont continué d'être majeures. Plusieurs actions portant sur les systèmes de production s'inscrivent dans des perspectives plus globales de transformation des systèmes alimentaires. Les activités sur les services agricoles (financement, conseil, irrigation...) se sont poursuivies.

MADAGASCAR

2024 > 2028

Assistance technique de l'action Résilience (programme Pacte Vert) visant à renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations et à soutenir les institutions en charge d'offrir des services adaptés face aux chocs socio-éco-climatiques dans le Grand Sud

PARTENAIRES

Eco Consult – IRD – Université de Bordeaux

FINANCEMENT

UE

TUNISIE

2021 > 2025

Assistance technique auprès de l'APIA pour une structuration d'une offre nationale de conseil à destination des exploitations et des organisations dans le cadre du Programme PRIMEA

PARTENAIRES

Ambre – Cerfrance – AGER

FINANCEMENT

AFD – UE

AFRIQUE DE L'OUEST



2025 > 2030

Assistance technique à l'Agence régionale pour l'Agriculture et l'Alimentation de la CEDEAO dans le cadre de la mise en œuvre du projet DESIRA+ Afrique de l'ouest

PARTENAIRES

AVSF – Inadès Formation

FINANCEMENT

AFD – UE

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

2023 > 2025

Réalisation de diagnostics agraires dans les territoires d'intervention de l'agence belge de développement

PARTENAIRE

Ceformad

FINANCEMENT

Enabel

GUINÉE

2025

Évaluation décentralisée du projet pilote Village Faim Zéro du PAM

FINANCEMENT

PAM

MAURICE

2025

Appui à l'élaboration des termes de référence de l'appel à projets du programme DESIRA+ Océan Indien

PARTENAIRE

Cirad

FINANCEMENT

AFD – UE

LIBAN

2025

Évaluation finale du Projet Tarik Akhdar visant à renforcer les petits acteurs économiques libanais à travers une offre de services intégrant un accompagnement vers la transition écologique et sociale et des produits financiers innovants et adaptés

FINANCEMENT

AFD – Conseil régional d'Ile-de-France – Fondation Drosos – Fondation ACTES – Al Majmoua

AFRIQUE ET AMÉRIQUE DU SUD



2025

Évaluation finale du Programme de renforcement des capacités de services et de plaidoyer des organisations professionnelles agricoles (SEPOP) mis en œuvre par AgriCord

PARTENAIRE

AgriCord

FINANCEMENT

AFD



Activités détaillées pages 17 et 18.

L'IRAM APPUIE LES INSTITUTIONS OUEST-AFRICAINES ENGAGÉES DANS LA PROMOTION DE L'AGROÉCOLOGIE

≡ L'agriculture ouest-africaine fait face à de nombreux défis auxquels la Cedeao cherche à répondre en promouvant des pratiques agroécologiques. L'Iram, en partenariat avec AVSF et Inadès, appuie depuis 2017 l'Agence régionale pour l'Agriculture et l'Alimentation pour la mise en œuvre de telles initiatives.

L'agroécologie, de par son caractère holistique, est considérée comme une approche crédible pour relever les défis auxquels est confrontée l'Afrique de l'Ouest : insécurité alimentaire et nutritionnelle persistante, pression accrue sur les ressources naturelles, faibles productivités agricoles, effets néfastes des changements climatiques, dégradation physico-chimique des terres agricoles, salinisation des sols ou encore baisse de revenus. En effet, cette approche vise à assurer la durabilité des agrosystèmes tout en augmentant la productivité agricole, en protégeant l'environnement, en préservant les ressources naturelles et en améliorant la résilience des communautés locales à l'insécurité alimentaire.

Entre 2017 et 2025, le groupement Iram-AVSF-Inadès a appuyé l'Agence régionale pour l'Agriculture et l'Alimentation pour la mise en œuvre du Programme Agroécologie, financé par l'AFD et l'Union européenne. Ce programme a permis d'accompagner la transition agroécologique en Afrique de l'Ouest et de favoriser l'émergence, l'adoption et la diffusion de pratiques agricoles écologiquement intensives dans les exploitations familiales, ainsi que des modes d'organisation et des politiques favorisant cette adoption.

La capitalisation de ce programme a souligné ses acquis en matière d'amélioration des performances des exploitations agricoles familiales, de préservation

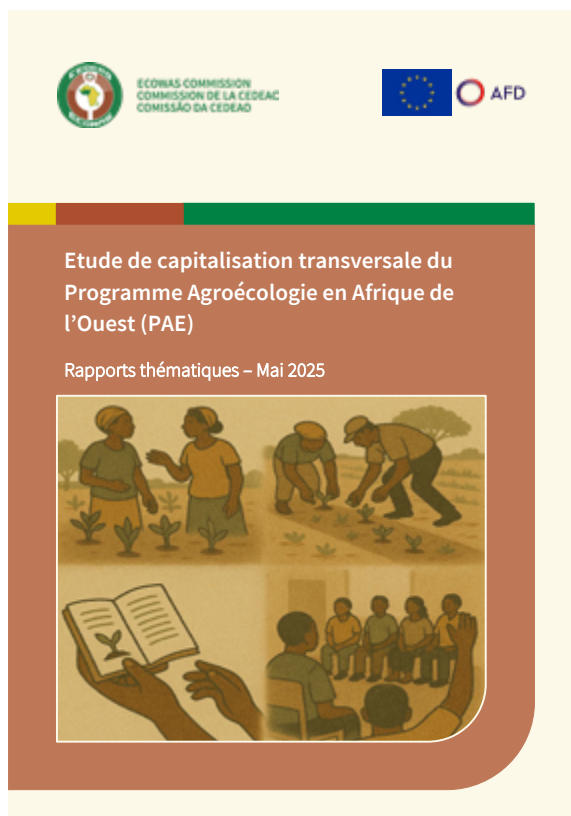
et restauration d'écosystèmes cultivés et naturels et de résilience aux changements climatiques.

Pour assurer sa continuité, l'Agence régionale pour l'Agriculture et l'Alimentation a lancé en 2025 le Projet DésIRA+AO. Financé par l'AFD et l'Union européenne, il vise à accompagner les exploitations familiales dans une transition agroécologique qui permette de concilier les performances économiques, la sécurité alimentaire et la préservation de l'environnement, avec une volonté de favoriser la mise à l'échelle des innovations qui ont déjà été testées et validées.

Avec l'appui de l'assistance technique apportée par l'Iram, AVSF et Inadès, un appel à projets destiné à sélectionner vingt initiatives

de terrain a été lancé. Cet appel à projets a suscité une mobilisation remarquable, avec 277 propositions reçues couvrant l'ensemble des États membres de la Cedeao (hors Cap-Vert), dont 99 notes présélectionnées pour la seconde phase. En 2025, des accords ont aussi été élaborés avec les partenaires stratégiques du projet : le Réseau des services de conseil agricole et rural d'Afrique de l'Ouest et du Centre, l'Alliance pour l'Agroécologie en Afrique de l'Ouest (3AO), un consortium d'universités et Access Agriculture.

Le démarrage effectif du projet aura lieu en 2026, avec le recrutement de l'équipe de coordination, la signature des contrats de subvention et la mise en œuvre des projets de terrain sélectionnés. ≡



Le Programme Agroécologie en Afrique de l'Ouest a fait l'objet d'une capitalisation dont les résultats ont été publiés en 2025.

<https://urls.fr/ZKIVKT>

ÉVALUATION D'UN PROJET SOUTENANT LES FONCTIONS DE SERVICE ET PLAIDOYER DES ORGANISATIONS PAYSANNES

■ L'Iram s'investit dans les réflexions concernant l'évaluation des politiques de solidarité internationale. Sa démarche combine analyses qualitatives et quantitatives, avec pour principe d'impliquer tous les acteurs concernés. En 2025, l'Iram a évalué le projet SEPOP mis en œuvre par l'alliance AgriCord et financé par l'AFD.

Les organisations paysannes fournissent à leurs membres une diversité de services : conseil, formation, approvisionnement en intrants, commercialisation, accès au crédit, gestion des ressources... Par leur rôle de plaidoyer, elles peuvent aussi influencer sur les prises de décisions publiques. Depuis sa création en 2002, l'alliance AgriCord agit en partenariat avec les organisations paysannes pour améliorer la qualité et l'accès à leurs services de leurs membres et pour renforcer leur implication dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques.

Le projet SEPOP (Services et Plaidoyer pour les Organisations Paysannes), mis en œuvre entre 2020 et 2025, a appuyé les capacités techniques et économiques des exploitations agricoles familiales en renforçant et pérennisant des organisations professionnelles dans seize pays d'Afrique sub-saharienne et d'Amérique latine (65 organisations impliquées, plus de 600 000 exploitations bénéficiaires directes). Financé par l'AFD, il a été mis en œuvre par l'alliance AgriCord et certains de ses membres (Fert, Afdi, Trias, Cresol, Acodea, UPA DI, Asprodeb, FFD).

L'évaluation finale de ce projet menée par l'Iram a démontré la pertinence et l'efficacité de sa mise en œuvre : la conception du projet par les organisations partenaires a permis de répondre aux besoins de manière adaptée

au contexte, notamment par des renforcements de capacités, des accompagnements technico-économiques (agroécologie, agroforesterie), des appuis à l'investissement (cofinancement d'équipements de transformation) et au financement (crédit « vert ») et en matière de plaidoyer à différentes échelles (formation des leaders paysans, accompagnement au dialogue politique).

Ses résultats ont dépassé les objectifs définis, bien que des questions de durabilité continuent à se poser pour les services contribuant au bien commun (formation, pratiques agricoles et filières durables, plans de résilience climatique...). Ces services sont moins aisés à auto-financer que des services marchands dont les effets sont immédiatement visibles pour les producteurs (commercialisation, certification, santé animale).

L'expérience du SEPOP souligne l'intérêt des actions de capitalisation autour de trois thématiques qui ont été une source d'apprentissages croisés : la résilience climatique ; la formation des leaders paysans ; l'accompagnement économique et accès au financement des organisations paysannes.

Sur les actions transversales (genre, jeunesse, climat), des résultats concrets ont été atteints, notamment en matière de participation des femmes et des jeunes aux instances de gouvernance de ces organisations. Le développement de l'outil *Building Resilience* d'AgriCord a permis de consolider les compétences sur la résilience climatique, tout en enrichissant durablement les stratégies des organisations paysannes à travers des plans d'adaptation au changement climatique. ■



Tisane de guayusa biologique produite par la coopérative Wirak, Equateur.
© Claire-Isabelle Rousseau (Iram)

CONTRIBUER AU RENFORCEMENT DE LA DURABILITÉ ET DE LA RÉSILIENCE DES SYSTÈMES PASTORAUX

Mobilisé de longue date en appui aux acteurs et politiques en faveur du pastoralisme en Afrique de l'Ouest et au Sahel, l'Iram a étendu depuis 2020 ses actions aux pays du pourtour méditerranéen et d'Afrique centrale, et à la Mongolie en 2025. L'adaptation du pastoralisme aux changements environnementaux et sociaux était au cœur de notre journée d'étude (p. 8).

MAROC

2025 > 2027

Thèse Cifre. Réguler et sécuriser la mobilité pastorale au Maroc: formalisation des institutions et pratiques en recomposition

PARTENAIRES

Pastoreg – ORMVAO – Cirad (Selmet)

FINANCEMENT

Iram – Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (France) – CTFD

CAMEROUN, TCHAD, NIGER, NIGERIA

2025

Étude de base pour le programme régional « Transhumance pacifique et inclusive - développement des économies pastorales » (Pradep-Bassin du Lac Tchad)

PARTENAIRE

GIZ

FINANCEMENT

BMZ – UE

MONGOLIE

2025

Expertise Pastoralisme en appui au Projet « WIFI: des villes connectées aux steppes grâce à une filière viande durable, de qualité et rémunératrice en Mongolie »

PARTENAIRES

AVSF – Coopératives d'éleveurs de cachemire

FINANCEMENT

AVSF – Ambassade de France

BURKINA FASO, MALI, MAURITANIE, NIGER, SÉNÉGAL, TCHAD

2022 > 2027

Appui conseil pour la mise en œuvre des composantes « Gestion des paysages et amélioration de la gouvernance » et « Amélioration des chaînes de valeur bétail » du Projet régional d'appui au pastoralisme au Sahel (PRAPS-2)

FINANCEMENT

Banque mondiale – CILSS – FAO

CAMEROUN, RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE, TCHAD, SOUDAN

2025 > 2028

Appui à la production pérenne d'outils, de recherches et d'études sur les dynamiques de conflits transfrontaliers liés à la transhumance

PARTENAIRE

GIST

FINANCEMENT

UE

CAMEROUN, RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE, TCHAD, SOUDAN

2024 > 2025

Étude sur l'administration et la taxation des éleveurs transhumants dans la zone de mise en œuvre du PAIRIAC

PARTENAIRE

WCS

FINANCEMENT

WCS – UE

MAURITANIE, SÉNÉGAL

2023 > 2026

Mise en œuvre du projet « Prévention des conflits et résilience des systèmes alimentaires transfrontaliers » (PCR-SAT)

PARTENAIRES

Grdr (chef de file) – Ipar – Tenmiya

FINANCEMENT

AFD

FRANCE, MAROC, TUNISIE

DEPUIS 2023

Animation d'un dialogue politique entre les acteurs de la régulation de l'accès aux ressources pastorales en Méditerranée

PARTENAIRES

CRDA Médenine – ORMVAO Ouarzazate – FAI Les Adrets

FINANCEMENT

CTFD – AFD

CAMEROUN, TCHAD, NIGERIA

2024 > 2028

Mise en œuvre du projet régional d'appui au pastoralisme et à la commercialisation du bétail (Pasco)

PARTENAIRES

Action Contre la Faim

FINANCEMENT

AFD

CÔTE D'IVOIRE, GHANA

2025

Étude sur la contribution économique de la transhumance ainsi que la faisabilité de développement des chaînes de valeur agro-pastorales

FINANCEMENT

OIM – PNUD

AFRIQUE DE L'OUEST

DEPUIS 2025

Analyse des filières viande ouest-africaines pour le Gira Meat Club

FINANCEMENT

Gira

Activités détaillées pages 20 et 21.

ANALYSER LES FILIÈRES VIANDE OUEST-AFRICAINES POUR LE GIRA MEAT CLUB

En 2025, l'Iram a contribué au Gira Meat Club, dispositif annuel de veille sur les marchés mondiaux de la viande, à travers une analyse des filières animales en Afrique de l'Ouest. Cette étude éclaire les transformations des marchés régionaux dans un contexte de forte croissance démographique et urbaine.

L'Afrique de l'Ouest connaît de profondes transformations des habitudes alimentaires dans les grands centres urbains, où la consommation de viande progresse rapidement sous l'effet de la croissance urbaine et de l'émergence d'une classe moyenne. C'est dans ce contexte que l'Iram a réalisé pour le Gira Meat Club une étude sur les filières viande ouest-africaines, qui propose un scénario d'évolution pour les 5 années à venir.

Cette étude porte sur les filières bovine, ovine-caprine et avicole. Elle combine une analyse quantitative des productions, échanges, consommations et projections à moyen terme pour 18 pays, ainsi qu'une analyse qualitative des transformations économiques, territoriales et politiques affectant les filières animales au Nigeria, au Tchad, au Sénégal, au Ghana et au Mali.

L'étude met en évidence le rôle central des échanges régionaux de bétail sur pied entre pays sahéliens producteurs et pays côtiers consommateurs. Elle souligne la résilience des systèmes pastoraux mobiles, capables d'approvisionner les marchés régionaux malgré les contraintes climatiques, sécuritaires et foncières croissantes. Ces systèmes constituent le pilier essentiel de l'approvisionnement régional en viande rouge grâce à leur capacité d'adaptation et à la complémentarité économique entre espaces sahéliens et côtiers.

L'étude met aussi en lumière les profondes transformations des habitudes alimentaires dans les grands centres urbains ouest-africains. Cette évolution bénéficie particulièrement au secteur avicole, dont la croissance est portée par une demande accrue en protéines animales à bas coût. Le développement de petites exploitations commerciales, de marchés d'intrants (aliment, poussins d'un jour, génétique) et d'investissements industriels traduit une structuration progressive de la filière. Toutefois, Cette dynamique de croissance de la consommation des produits avicole s'accompagne d'une forte dépendance aux importations de découpes congelées, principalement en provenance du Brésil et de l'Union européenne, et la production locale reste confrontée à de nombreux défis liés aux coûts de l'alimentation animale et de

l'énergie, aux enjeux sanitaires et aux difficultés de traçabilité.

Réalisé pour les membres du Gira Meat Club — industriels, investisseurs, acteurs du commerce et experts internationaux des filières animales — ce travail éclaire les stratégies d'investissement et les perspectives d'évolution des marchés régionaux de la viande à court et moyen termes. Pour l'Iram, cet exercice constitue également une opportunité stratégique : il permet d'accéder à des informations peu disponibles sur les dynamiques internationales des filières animales et les stratégies d'acteurs majeurs intervenant dans nos zones d'intervention. Cette collaboration sera renouvelée en 2026 dans le cadre du suivi annuel des marchés mondiaux de la viande. ■



Marché à bétail de Ngelendeng au Tchad.
© Cédric Bernard (Iram)

VERS UNE GESTION PLUS DURABLE DES PÂTURAGES DES STEPPES DU DÉSERT DE GOBI

■ L'Iram a accompagné AVSF et ses partenaires mongols dans l'analyse des enjeux de durabilité de l'élevage nomade pastoral en Mongolie. Le contenu d'une formation sur la gestion des troupeaux et des pâturages a également été élaboré.

En Mongolie, environ 800 000 personnes sur une population globale de 3,3 millions dépendent directement de l'élevage semi-nomade pour vivre et occupent 80 % du territoire. Le secteur souffre d'une forte dégradation des pâturages, accentuée par l'explosion du nombre de chèvres cachemire, les événements climatiques extrêmes et le manque de diversité des débouchés. Face à ces défis, Agronomes et Vétérinaires sans Frontières (AVSF) mène un projet intitulé « WIFI : des villes connectées aux steppes grâce à une filière viande durable, de qualité et rémunératrice » financé par l'Ambassade de France.

À la demande d'AVSF et de ses partenaires mongols qui accompagnent la structuration de la filière cachemire durable dans le Gobi, l'Iram a réalisé en 2025 une étude visant à analyser les enjeux de durabilité de l'élevage pastoral local pour définir un contenu de formation pour la gestion des troupeaux et des pâturages, pour lutter contre la désertification. L'enjeu était de questionner la notion de « dégradation des pâturages » pour se détacher d'une vision principalement orientée vers la nécessité de diminuer la taille des cheptels comme seule manière de lutter contre le surpâturage.

Dans des écosystèmes à très forte variabilité interannuelle, définir une taille critique des troupeaux à élever est peu opératoire et difficile à pratiquer pour ces éleveurs régulièrement exposés aux pertes liées aux sécheresses et aux redoutables coups de froid extrêmes que sont les dzuds. Une dizaine de jours d'itinéraire avec les éleveurs de chèvres cachemire a été consacrée aux observations et aux échanges sur les pratiques de pâturage et de gestion des ressources communes.

Cet itinéraire dans les steppes du désert de Gobi en juillet 2026 a coïncidé avec une pluviométrie particulièrement favorable offrant des pâturages généreux pour les cinq museaux élevés dans ces steppes (chevaux, chameaux, yacks, moutons et chèvres). Tout au long des rencontres et des bivouacs sous les yourtes, dans l'aymag de Bayankhongor, les échanges ont permis de partager les perceptions des éleveurs et des autorités publiques locales sur les signes de dégradation des pâturages et sur les pratiques de gestion pastorale plus durable à promouvoir. ■



Traite matinale dans le campement de jeunes éleveurs du Gobi. © Bernard Bonnet (Iram)

L'expérience d'AVSF en Mongolie a également fait l'objet d'une discussion lors de notre journée d'étude du 25 juin 2025. Croisant les regards depuis le sud du Sahara, le Maghreb et l'Europe, cette journée d'étude a permis d'interroger les similitudes et les spécificités des initiatives d'adaptation mises en œuvre par les sociétés pastorales dans des contextes régionaux variés.



En savoir plus [en suivant ce lien](#) ou en scannant ce code.

CONTRIBUER À PROTÉGER LES POPULATIONS VULNÉRABLES DES RISQUES ALIMENTAIRES ET NUTRITIONNELS

En 2025, l'Iram a poursuivi son appui aux processus d'institutionnalisation des programmes de filets sociaux en cours en Afrique subsaharienne. Dans la continuité de travaux antérieurs et de partenariats de longue date, l'Iram a accompagné la Cedeao dans la conduite de sa politique d'appui au stockage de sécurité alimentaire. L'Iram a aussi poursuivi ses activités sur les enjeux de nutrition en apportant un appui technique pour une meilleure prise en compte de la nutrition dans les politiques publiques.

MADAGASCAR

2024 > 2025

Évaluation finale du projet d'appui au financement de l'agriculture et aux filières inclusives dans le Sud et le Sud-Est de Madagascar (Afafi Sud)

FINANCEMENT

UE

SÉNÉGAL

2024 > 2025

Évaluation décentralisée finale du Projet Fonds Vert pour le climat au Sénégal (INITIATIVE 4R)

PARTENAIRE

Salva Terra

FINANCEMENT

PAM

GLOBAL

2024 > 2025

Élaboration d'une revue de connaissances pour le Joint Research Centre sur les espèces négligées et sous-utilisées

FINANCEMENT

UE

SIERRA LEONE

2024 > 2026

Recherche appliquée pour identifier, avec les acteurs nationaux, des voies de transition pertinentes dans le cadre du projet Sustainable Agri-food System Intelligence Science-Policy Interface

PARTENAIRES

Agrinatura – Cirad

FINANCEMENT

UE

BURKINA FASO, MALI, NIGER

2025

Appui au gouvernement pour la formulation de nouveaux engagements en faveur de la nutrition, présentés au Sommet Nutrition For Growth (N4G) de Paris

FINANCEMENT

GIZ – C4N

BÉNIN, CAMEROUN, SÉNÉGAL

2025 > 2026

Évaluation des activités d'appui à l'alimentation scolaire

FINANCEMENT

PAM

BÉNIN, CAMEROUN, CÔTE D'IVOIRE, DJIBOUTI, GABON, GUINÉE, MADAGASCAR, MAURITANIE, MOZAMBIQUE, SÉNÉGAL, TCHAD, TOGO

2024 > 2026

Appui technique à l'élaboration et la mise en œuvre de politiques nutritionnelles et au renforcement des capacités et de la gouvernance des réseaux SUN

FINANCEMENT

Expertise France – Projet EU4SUN

CEDEAO, MAURITANIE, TCHAD

2023 > 2026

Assistance technique à l'Agence régionale pour l'Agriculture et l'Alimentation de la Cedeao pour la mise en œuvre du Projet d'appui au stockage de sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest (phase intérimaire)

PARTENAIRES

Bureau Issala – Larès

FINANCEMENT

AFD



Activités détaillées pages 23 et 24.

APPUYER LA POLITIQUE OUEST-AFRICAINE DE STOCKAGE DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE

La Réserve régionale de sécurité alimentaire a été mise en place par la Cedeao suite à la crise alimentaire de 2008. Depuis 2012, le bureau Issala, le Larès et l'Iram accompagnent la Cedeao dans la conduite de sa politique d'appui au stockage de sécurité alimentaire.

La Stratégie ouest-africaine de sécurité alimentaire a été développée en 2012. Elle appuie le stockage alimentaire de proximité et les politiques de stockage menées par les pays membres de la Cedeao. Elle a aussi mis en place un instrument de stockage régional : la Réserve régionale de sécurité alimentaire.

Cette Réserve a été opérationnalisée depuis 2017 avec les contributions de la Cedeao, de l'Uemoa, de l'Union européenne, de la France, de l'Espagne et de la Banque mondiale. Elle a depuis accumulé un capital physique de 75 000 millions de tonnes de céréales, conduit 22 opérations d'appui aux pays membres de la Cedeao et progressivement diversifié ses modalités d'intervention.

Depuis 2023, un groupement constitué du bureau Issala, du Larès et de l'Iram gère l'assistance technique de l'un des projets d'appui à la stratégie régionale de stockage alimentaire, soutenu par l'AfD. Il s'agit notamment d'appuyer le fonctionnement la Réserve (achats, opérations, fonctionnement des instances statutaires, etc.) et d'accompagner la réforme de la stratégie régionale de stockage

Le groupement a ainsi réalisé des travaux de capitalisation sur les démarches et outils de ciblage des bénéficiaires et sur la prise en compte des dimensions « égalité hommes-femmes » et « ne pas nuire » dans les opérations d'assistance alimentaire. Une étude régionale sur les dispositifs de suivi-évaluation des Plans nationaux de réponse aux crises alimentaires a été réalisée. L'appui du groupement a aussi

porté sur la préparation par la Cedeao d'une opération d'achat de compléments alimentaires auprès d'entreprises sous-régionales, s'inscrivant dans le cadre d'une stratégie de diversification des modalités d'intervention de la Réserve régionale.

Le processus de réforme de la Stratégie régionale de stockage et de celle de la Réserve a été formellement initié en février 2025. Cette réforme est d'autant plus importante que le contexte régional a radicalement évolué depuis 2012. Les crises sécuritaires ont fortement impacté la situation alimentaire et nutritionnelle des populations ouest-africaines. Les problématiques associées aux changements climatiques se sont accélérées, avec notamment une fréquence

et une violence croissantes des phénomènes d'inondation.

Le contexte de financement de la stratégie régionale de stockage et de la Réserve a lui aussi évolué, avec une diversification des sources de financement et, en particulier, un accroissement des financements communautaires à partir de 2020. Les perspectives de financements internationaux sont en revanche plus limitées depuis 2024. Enfin, le contexte politique régional, et en particulier la sortie des pays de l'Alliance des États du Sahel de la Cedeao en 2025, appelle aujourd'hui à faire évoluer la gouvernance et les orientations stratégiques de la Stratégie régionale de stockage et de sa Réserve régionale de sécurité alimentaire. ■



Mise aux normes et ensachage de céréales pour une vente institutionnelle.
© Agence régionale pour l'Agriculture et l'Alimentation

RENFORCER LES ACTEURS DU SUD POUR LA PRISE EN COMPTE ET LE SUIVI DES ENJEUX NUTRITIONNELS

En 2025, l'Iram a continué d'accompagner le développement, le suivi et la mise en œuvre d'engagements politiques en faveur de la nutrition. Des travaux ont aussi été initiés pour renforcer l'implication des organisations de la société civile dans la redevabilité en matière de nutrition.

La Décennie de la nutrition, impulsée en 2016 par les Nations unies, a été pensée pour améliorer la coordination des actions conduites par toutes les parties prenantes œuvrant dans le domaine de la nutrition, pour que toutes et tous aient accès à des aliments abordables, diversifiés, sûrs et sains. C'est dans ce contexte que l'Iram a poursuivi en 2025, à la demande du projet EU4SUN mis en œuvre par Expertise France, l'accompagnement des acteurs du Sud pour améliorer la prise en compte et le suivi des enjeux nutritionnels dans les politiques et programmes nationaux.

En début d'année, l'Iram s'est en particulier fortement mobilisé en préparation du Sommet mondial pour la nutrition (« Nutrition 4 Growth »). En partenariat avec Capacity for Nutrition et le projet EU4SUN, l'Iram a accompagné 15 pays dans la formulation de leurs engagements nationaux en matière de nutrition. Ces engagements, enregistrés sur une plateforme accessible en ligne, ont été portés officiellement par les représentants des gouvernements lors du Sommet mondial pour la nutrition de Paris en mars 2025.

L'Iram a également conduit différents travaux visant à favoriser les approches multisectorielles de lutte contre la malnutrition :

- Un appui technique a été apporté à la Mauritanie, au Tchad et à la Guinée pour promouvoir l'utilisation d'un guide régional développé par le CILSS, facilitant l'intégration de la nutrition dans les politiques et stratégies sectorielles.

- La division Nutrition du ministère de la Santé du Togo a été accompagnée dans l'élaboration du nouveau Plan stratégique national multisectoriel de nutrition et de son plan de suivi portés par le gouvernement togolais.

Au-delà de ces actions d'appuis aux services de l'Etat, a été initiée, toujours pour le projet EU4SUN, l'élaboration de modules pour une formation destinée aux organisations de la société civile d'Afrique francophone. Cette formation doit permettre de renforcer les capacités des acteurs de la société civile en matière de suivi, évaluation, redevabilité et apprentissage. Ces modules seront déployés en 2026 dans un premier temps auprès d'une quarantaine de représentants de la société civile membres du mouvement Scaling Up Nutrition. Ils seront ensuite adaptés pour développer un MOOC accessible en ligne.

Tout en délivrant un contenu notionnel et technique, cette formation s'appuiera aussi sur des webinaires et des exercices pratiques qui s'arrimeront aux enjeux émergents de surpoids et d'obésité faisant écho à l'alerte lancée par l'Unicef en 2025 : la transition nutritionnelle, résultante de modifications de l'environnement alimentaire empreint par un accès facilité à des aliments ultratransformés et de faible qualité nutritionnelle gagne du terrain. L'Iram, à travers cette formation insistera auprès de la société civile sur cette question qui devient une priorité sanitaire à traiter y compris dans les pays du Sud global. ■



Coopérative maraîchère dans la commune de Dagveg en Mauritanie.

© Mamoudou Lamine Kane (Impress'ive)/(Iram)

CONTRIBUER À UN DÉVELOPPEMENT ET UN AMÉNAGEMENT PLUS DURABLE ET CONCERTÉ DES TERRITOIRES

L'Iram est engagé depuis plusieurs décennies dans des actions d'appui au développement local, avec une attention particulière portée à l'appui à la gouvernance locale, la planification locale et le financement du développement local. En 2025, ces appuis se sont poursuivis dans de nombreux pays et territoires différents.

TCHAD

2025

Étude de faisabilité du Projet de développement territorial Intégré du Lac Fitri

FINANCEMENT

AFD

RÉPUBLIQUE DU CONGO

2025

Évaluation à mi-parcours du partenariat entre la république du Congo et la Central African Forest Initiative (CAFI)

PARTENAIRE

Terea

FINANCEMENT

CAFI

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

2025

Études de faisabilité du projet CRYs sur la gestion de l'environnement et la résilience sociale face aux changements climatiques dans le bassin du fleuve Yaqué du Sud

PARTENAIRE

Insuco

FINANCEMENT

AFD

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE, RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

2020 > 2026

Appui technique à l'intégration de l'approche territoriale dans les projets de la coopération belge (Enabel)

PARTENAIRES

Ciedel – Gret – Ceformad

FINANCEMENT

ENABEL

RÉPUBLIQUE DU CONGO

2025 > 2029

Appui technique aux interventions de la coopération belge pour renforcer la gouvernance du secteur agricole et rural

PARTENAIRES

Ceformad – Eco Consult

FINANCEMENT

ENABEL

CAMEROUN, RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

2025 > 2028

Phase 2 du Projet I Yeke Oko de développement des territoires impactés par les déplacements de populations

PARTENAIRES

CARE – Croix-Rouge française (chef de file) – Croix rouge centrafricaine – Croix Rouge Camerounaise

FINANCEMENT

AFD

BURUNDI

2025 > 2027

Appui à l'élaboration et à la mise en place d'un dispositif de monitoring, évaluation, redevabilité et apprentissage pour le programme agriculture environnement d'Enabel au Burundi

FINANCEMENT

ENABEL

MAURITANIE

2024 > 2025

Étude de faisabilité du projet de mise en valeur de la zone humide de la Tamourt en-Naaj, Tagant

PARTENAIRES

Sher

FINANCEMENT

AFD

TUNISIE

2024 > 2025

Accompagnement du département de Loire-Atlantique au montage d'un projet de résilience climatique à Mahdia en Tunisie

FINANCEMENT

AFD – Caisse des dépôts et consignations – Cités Unies Frances – Loire-Atlantique



Activités détaillées pages 26 et 27.

ÉTUDE DE FAISABILITÉ POUR UN PROJET DE MISE EN VALEUR DU BASSIN DE TAMOURT NAAJ

≡ **Au cœur du plateau du Tagant en Mauritanie, le bassin oasien de Tamourt en-Naaj offre un fort potentiel agricole, pastoral et halieutique. Le ministère de l'Agriculture et l'AFD ont lancé une étude évaluant la faisabilité d'un projet pour sa mise en valeur, fondé sur une approche territoriale portée par la commune.**

Au centre de la Mauritanie, le bassin oasien de Tamourt en-Naaj est un vaste îlot de verdure sahélien au sein d'un environnement aride. Classé Ramsar pour sa biodiversité relativement préservée, ce territoire le plus peuplé de la région du Tagant est doté d'un fort potentiel agrosylvopastoral et halieutique et représente un bassin de production d'importance nationale. Dans la perspective de sa mise en valeur, le ministère de l'Agriculture et de la Sécurité alimentaire, avec l'appui de l'AFD, a engagé l'étude d'un projet contribuant à la souveraineté alimentaire du pays.

Cette étude a été réalisée par le groupement réunissant l'Iram et Sher avec un investissement remarquable des autorités de la commune de Tamourt Naaj qui recouvre l'ensemble du bassin.

Entre novembre 2024 et octobre 2025, quatre missions ont permis d'enquêter dans l'ensemble des localités et d'animer un processus de concertation territoriale associant les niveaux local, régional et national.

Cette démarche participative a permis de construire un diagnostic partagé du territoire, d'analyser différents scénarii de développement et d'aboutir à une vision commune portée par les acteurs locaux et institutionnels. Le scénario retenu a donné naissance au projet « Ennema Tamourt en-Naaj », fondé sur un double objectif : promouvoir un développement durable, inclusif et résilient du territoire tout en renforçant la contribution de sa production à la souveraineté alimentaire nationale.

Les concertations ont mis en évidence une forte volonté de préserver et de valoriser un patrimoine naturel et culturel considéré comme le socle du développement futur de la région. L'approche proposée repose sur une vision territoriale intégrée associant gestion durable des ressources naturelles, préservation de la biodiversité, des paysages et du patrimoine culturel, aménagements productifs fondés sur une maîtrise de l'eau à l'échelle du bassin versant, ainsi qu'un appui-conseil pour le développement des services et des chaînes de valeur agrosylvopastorales et halieutiques locales. Dans l'ensemble, le projet Ennema Tamourt Naaj est conçu comme un laboratoire d'innovation pour la gestion durable des zones humides et la promotion de l'agroécologie en Mauritanie

Partant d'une finalité économique, la conception du projet intègre à la fois les enjeux de transition agroécologique, de gestion concertée des ressources naturelles, et de valorisation du patrimoine local, à travers l'artisanat, l'écotourisme et l'archéologie. Son principal défi résidera dans la mise en place d'un dialogue intersectoriel permettant d'assurer le multi-usage partagé et durable des ressources et un développement économique bénéficiant aux groupes les plus vulnérables. Une place importante dans le montage prévu est accordée aux femmes et aux jeunes dans les instances de gouvernance et les dispositifs de soutien aux initiatives économiques (lire aussi page 32). ≡



≡ **Concertation locale autour de l'élaboration de scénarios de développement (Nbeika, janvier 2026).**
© Rachel Effantin-Touyer (Iram)

EN RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE, UNE NOUVELLE PHASE POUR LE PROJET I YEKE OKO

Deux ans après la fin du projet I Yeke Oko (« on est un » en langue Sango), l'Iram, en partenariat avec la Croix Rouge, est de retour en République centrafricaine pour une seconde phase visant le renforcement de la gouvernance locale, la consolidation du lien social et la relance de l'économie rurale.

I Yeke Oko, projet mené entre 2019 et 2023, visait à accompagner le relèvement de la zone frontalière entre la République centrafricaine et le Cameroun (préfecture de la Mambere Kadéï en République centrafricaine et Kadey au Cameroun), durement impactée par la crise de 2014, et dans un contexte de retour progressif depuis 2017-2018 des éleveurs centrafricains qui s'étaient réfugiés au Cameroun. Cette nouvelle phase doit permettre de renforcer les acquis de la première, tout en intégrant de nouvelles dynamiques locales et transfrontalières.

L'Iram intervient essentiellement dans quatre communes en République centrafricaine, autour de trois dimensions :

- **le renforcement de la gouvernance locale :** accompagnement des autorités locales pour piloter le développement du territoire et accompagnement de dispositif de concertation pluri-acteurs au niveau des communes. Cette nouvelle phase s'inscrit par ailleurs dans un contexte institutionnel particulier en République centrafricaine avec l'organisation, en décembre 2025, des premières élections municipales depuis 1988.
- **la consolidation du lien social** en particulier à travers l'accompagnement du dialogue autour de la gestion des espaces-agro-pastoraux, et plus largement des ressources naturelles. Nos interventions intégreront par ailleurs les nouvelles dynamiques de transhumance observées dans la préfecture depuis quelques années.

► **la relance de l'économie rurale** via l'appui à des jeunes, femmes et hommes, porteurs de projets économiques autour de filières identifiées comme porteuses dans le cadre des stratégies communales de développement économique (élevage, transformation laitière, transformation de l'arachide et du manioc, maraichage...).

Pour chacun de ces volets, des actions au niveau transfrontalier seront également menées en lien avec le partenaire du projet intervenant au Cameroun (analyse des dynamiques, suivi des mouvements de transhumance transfrontalière, accompagnement du dialogue entre les autorités locales des deux côtés de la frontière).

Financé à hauteur de 10 millions d'euros par l'AFD, le projet sera mis en œuvre de 2025 à 2028 par un consortium d'organisations composé de la Croix Rouge Française (chef de file), la Croix Rouge centrafricaine, la Croix Rouge Camerounaise, CARE et l'Iram. L'Iram travaillera dans ce cadre en partenariat avec

l'ONG Echelle-Appui au développement. Les actions de l'Iram sont coordonnées par une équipe basée à Berberati, dont une partie était déjà mobilisée dans le cadre de la phase précédente. ■



Campement d'une jeune éleveuse accompagnée lors du projet I yeke Oko.
© Marion Anvroin (Iram)



[Lire le rapport de capitalisation du projet I Yeke Oko](#)



[La cartographie interactive élaborée dans le cadre de la capitalisation](#)



[La plateforme de ressources sur le développement des territoires ruraux en Centrafrique](#)

SOUTENIR LA VIABILITÉ DE FILIÈRES PORTEUSES DE PROGRÈS SOCIAUX, ÉCONOMIQUES ET ENVIRONNEMENTAUX

L'Iram travaille depuis longtemps à améliorer les conditions de production et la valorisation économique des produits agricoles et d'élevage, et à développer des activités rurales tout le long de la filière, en amont et en aval de la production. En 2025, cette implication est restée forte dans plusieurs régions du monde.

TCHAD

2024 > 2026

Analyse VCA4D de la chaîne de valeur des céréales, farines et bouillies au Tchad

FINANCEMENT

UE



COMORES

2025

Élaboration des outils cartographiques du projet Afidev

FINANCEMENT

AFD

COMORES

2024 > 2025

Évaluation intermédiaire du projet d'Appui aux filières d'exportation et au développement rural (Afidev)

FINANCEMENT

AFD

CAMBODGE, MYANMAR, THAÏLANDE

2024 > 2025

Évaluation du projet Vers une Industrie du CAoutchouc REsponsable en Asie du Sud-Est (Icare)

PARTENAIRE

Arte-Fact

FINANCEMENT

AFD

LAOS

2025

Évaluation finale du Projet de gestion durable du territoire de Nyot Ou, Protection d'un terroir et appui aux producteurs de thé

PARTENAIRE

Arte-Fact

FINANCEMENT

AFD

SÉNÉGAL

2025

Évaluation finale du Projet Ndappe O Diem - Partenariat pour une production familiale valorisée et durable du sel du Siné Saloum

FINANCEMENT

AFD

MADAGASCAR

2024 > 2025

Accompagnement de la mise en place d'un modèle de système participatif de garantie de la qualité du lait et de ses produits transformés auprès des acteurs bénéficiaires du projet ProfiLAIT

FINANCEMENT

UE

ESPACE CEDEAO, CAMEROUN, MAURITANIE, TCHAD

2024 > 2028

Appui à la mise en œuvre du projet d'appui à l'offensive lait en Afrique de l'Ouest (Paolao)

PARTENAIRES

Cirad – Gret – Larès

FINANCEMENT

AFD – CEDEAO

NIGER

2023 > 2026

Mise en œuvre du projet Nariindu (phase 4) visant à approvisionner durablement Niamey en lait local par les petits éleveurs au Niger

PARTENAIRE

Karkara

FINANCEMENT

AFD – CFSI / Fondation de France – Coopération monégasque

MADAGASCAR

2020 > 2028

Assistance technique à la mise en œuvre du programme d'appui au financement de l'agriculture et aux filières inclusives dans le centre de Madagascar (Afafi Centre)

PARTENAIRES

Best – Eco Consult

FINANCEMENT

UE



CAMBODGE

2025 > 2026

Analyse des chaînes de valeur du riz, de la noix de cajou et des légumes et élaboration de feuilles de route provinciales pour leur développement

PARTENAIRE

AVSF

FINANCEMENT

FAO



Activités détaillées pages 29 à 30.

PROGRAMME AFAFI CENTRE À MADAGASCAR : DES ACQUIS SOLIDES POUR UNE SECONDE PHASE

Le Programme AFAFI Centre vise à améliorer les revenus des ménages ruraux et leur sécurité alimentaire et nutritionnelle, en particulier celle des femmes et des enfants, en préservant l'environnement dans le Centre de Madagascar. L'Iram, Eco-Consult et Best en ont assuré, entre 2020 et 2025, l'assistance technique.



Le programme AFAFI Centre soutient un engagement local pour une agriculture durable et une alimentation saine.

© Unité de coordination et de suivi du programme AFAFI Centre

Le Programme d'Appui au Financement de l'Agriculture et aux Filières Inclusives dans le Centre de Madagascar (AFAFI Centre) s'inscrit dans la continuité du Programme d'Appui à l'Agro-Sylviculture autour d'Antananarivo, mis en œuvre de 2014 à 2019. D'un montant de 12 millions d'Euros, sur financement de l'Union européenne, ce programme a ciblé plusieurs filières prioritaires : maraîchage agroécologique, poulet « gasy » amélioré, arboriculture fruitière, lait, rizipisciculture, bois-énergie. Il a également soutenu des initiatives et des acteurs investis dans la sécurisation foncière, la fiscalité locale et l'aménagement du territoire.

Sa mise en œuvre a été confiée à cinq opérateurs, bénéficiaires de subventions, pour conduire les projets (Ambioka, Ampiana 2, Diabe, PROFILait et Tafita) en lien étroit avec les ministères techniques concernés (maîtres d'œuvres). La maîtrise d'ouvrage a été assurée par le ministère de l'Economie et des Finances au niveau de la direction du Bureau d'appui à la Coopération extérieure.

Le consortium formé par Iram, Eco-Consult et Best a assuré l'assistance technique du programme, avec pour mandat d'appuyer la coordination entre les projets, les synergies internes et externes, le suivi-évaluation ou encore les réflexions sur des sujets communs ou transversaux comme la nutrition, l'agroécologie et le genre. Des appuis ont aussi été apportés sur des sujets techniques.

L'année 2025 a été marquée par la réalisation de plusieurs travaux de capitalisation, à la fois sur des expériences innovantes des cinq projets et sur des enseignements transversaux du programme, comme :

- ▶ L'autonomisation des femmes et des personnes vulnérables
- ▶ L'amélioration de la nutrition
- ▶ La commercialisation de produits respectueux des normes agroécologiques, de qualité et d'hygiène standard
- ▶ Le rôle des bénéficiaires intermédiaires pour la diffusion et la pérennisation des innovations du programme
- ▶ Les facteurs de réussite en matière de gouvernance et de collaborations institutionnelles

Le programme a permis de toucher 86 000 ménages ruraux (340 000 bénéficiaires) dans 140 communes des régions Analamanga, Itasy et Alaotra-Mangoro.

Une deuxième phase (2024-2028), financée par l'Union européenne, consolide et étend les acquis du programme. Les quatre projets filières ont été reconduits et l'assistance technique a de nouveau été confiée au consortium Iram – Eco Consult et Best. Cette seconde phase permettra en particulier de répondre aux enjeux forts qui se posent sur le renforcement des organisations de producteurs, la commercialisation et la certification de la qualité des produits et leur valorisation. ■



Consulter les [fiches de capitalisation](#)



Voir le [film sur les réalisations du programme](#)

ANALYSER LA CHAÎNE DE VALEUR DES CÉRÉALES, FARINES ET BOUILLIES INFANTILES AU TCHAD

≡ **L'analyse des chaînes de valeur aide au dialogue politique et à la décision dans les opérations d'investissement. En 2024 et 2025, l'Iram a participé pour la première fois à une analyse avec la méthode VCA4D, portée par Agrinatura, appliquée à la filière des céréales, farines et bouillies au Tchad.**

Coordonné par Agrinatura, le projet VCA4D (*Value Chain Analysis for Development*) vise à comprendre et à mesurer, selon une méthode pluridisciplinaire standardisée, comment les chaînes de valeur agricoles contribuent à une croissance inclusive et durable, d'un point de vue social et environnemental.

Cette méthodologie combine des outils d'analyse économique (indicateurs financiers, calcul de valeur ajoutée, mesure de la compétitivité, distribution des revenus...), d'analyse du cycle de vie (épuisement des ressources, qualité des écosystèmes, impact sur le changement climatique, biodiversité) et d'analyse sociale (conditions de travail, droits fonciers et accès à l'eau, égalité des genres, sécurité alimentaire et nutritionnelle, capital social, conditions de vie).

La délégation de l'Union européenne a sollicité une étude, utilisant cette méthodologie, sur l'analyse de la chaîne de valeur de fabrication des farines alimentaires au Tchad, afin de comprendre la complexité de ce système de production encore peu structuré et organisé. L'Iram a coordonné cette étude et réalisé l'analyse économique, en partenariat avec le Cirad et l'Université de Liège.

L'analyse économique montre que la chaîne de valeur des farines pour bouillies infantiles, pour farines simples et pour bouillies du quotidien est économiquement viable. Elle représente 12% du PIB du Tchad et offre d'importantes opportunités de création de revenus aux acteurs de tous les maillons.

La filière repose sur l'agriculture comme cœur de création de valeur et d'emploi. Le commerce et la transformation jouent un rôle indispensable de circulation des produits et de mise à disposition des consommateurs de produits alimentaires (grain au détail ou farines par exemple). La chaîne de valeur est très intégrée dans l'économie tchadienne, avec un taux d'intégration de 89% : la grande majorité de la richesse de la chaîne de valeur est créée au Tchad.

Cette chaîne de valeur contribue fortement à la sécurité alimentaire des ménages (autoconsommation par les ménages) et les revenus générés par la filière sont globalement bien répartis entre ses différents acteurs et actrices. Son fonctionnement

repose néanmoins en partie sur un important surtravail domestique.

Les résultats de cette étude ont été discutés au cours d'un atelier qui s'est tenu à Ndjamena début février 2026 pour enrichir les interventions de l'Union européenne et des acteurs impliqués dans le développement de ces filières.

Pour l'Iram, qui a une longue expérience des analyses de filières, cette étude était l'opportunité d'appliquer cette méthodologie pour enrichir nos approches. L'équipe va continuer de s'y former en 2026 et 2027. En 2026, l'Iram conduit une analyse VCA4D sur la crevette à Madagascar et a rejoint l'association Agrinatura. ≡



L'étude s'est focalisée sur l'aval de la chaîne de valeur, en particulier la transformation des produits céréaliers et oléagineux protéagineux en farine et en bouillies.

© Laure Steer (Iram)

<https://urls.fr/1R32ND>

LUTTER CONTRE LES INÉGALITÉS LIÉES AU GENRE ET À LA JEUNESSE

En 2025, l'Iram a poursuivi ses travaux sur les jeunes, les inégalités de genre et les enjeux d'inclusion sociale à travers ses différents axes structurants. Ces actions se sont notamment traduites par l'élaboration de plans d'action dédiés au genre et à l'inclusion, ainsi que par la réalisation d'études visant à approfondir la compréhension des contextes, des dynamiques sociales et des formes d'inégalités observées sur les territoires d'intervention.

CAMEROUN, MADAGASCAR, TOGO

2023 > 2025

Étude sur la formation agricole et rurale de masse

PARTENAIRES

Fert – Institut Agro – Tero – Réseau FAR

FINANCEMENT

AFD

MAURITANIE

2022 > 2028

Projet « Graine de citoyenneté » : Programme d'appui à la société civile et à l'insertion intégrale de la jeunesse

PARTENAIRES

Grdr (chef de file) – Et 47 ONG

FINANCEMENT

AFD

FRANCE

DEPUIS 2022

Projet Place aux jeunes !

PARTENAIRES

Engagé.e.s et Déterminé.e.s (chef de file) – Et une douzaine d'organisations de la société civile

FINANCEMENT

AFD

COLOMBIE, OUGANDA

2022 > 2025

Étude sur les inégalités de genre dans l'accès aux services financiers des migrants, dans le cadre de la capitalisation transversale des projets soutenus par la FISONG 2021

PARTENAIRES

Humanity and Inclusion – Marmelade – Mercy Corps

FINANCEMENT

AFD

MAURITANIE

2025 > 2026

Étude sur les dynamiques de mobilité contemporaines des jeunes femmes et hommes et sur leurs effets sur les trajectoires individuelles d'insertion et sur les territoires

PARTENAIRES

Gret (chef de file) – Nordic Consulting Group

FINANCEMENT

AFD

MOZAMBIQUE

2025

Appui à l'instruction de l'appel à projets Crise et Sortie de crise « Prévention et traitement des violences basées sur le genre (VBG) dans le secteur de l'éducation »

PARTENAIRE

Gist (chef de file)

FINANCEMENT

AFD

ANGOLA

2023 > 2025

Projet d'appui à la formation agricole et rurale

PARTENAIRES

Egis-Forhom – Institut Agro Montpellier – FoodProcessing – Sfere (chef de file)

FINANCEMENT

AFD – UE

LAOS

2025 > 2026

Évaluation finale du programme Strengthening Gender Equality through Women's Leadership and Empowerment (Gender)

FINANCEMENT

Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères

CAMEROUN, NIGERIA, TCHAD

2025 > 2026

Élaboration de la Stratégie Inclusion du Projet régional d'appui au pastoralisme et à la commercialisation du bétail dans les territoires transfrontaliers (Pasco)

PARTENAIRES

Action Contre la Faim

FINANCEMENT

AFD

BURUNDI

2025

Analyse de contexte sensible aux conflits dans le cadre d'une étude de faisabilité d'un projet d'appui à l'éducation, à la santé et au bien-être des filles

FINANCEMENT

AFD

MAURITANIE

2024 > 2025

Analyse des inégalités liées au genre et à la jeunesse dans le cadre de la formulation du projet Ennema Tamourt En-Naaj

FINANCEMENT

AFD

Activités détaillées pages 32 et 33.

GENRE ET JEUNESSES AU CŒUR DES INTERVENTIONS DE L'IRAM

En 2025, l'Iram a poursuivi le renforcement d'approches transversales de lutte contre les inégalités, intégrant les enjeux de genre, de générations, de statut social et de territoires.

Dans l'ensemble de ses interventions, l'Iram veille à prendre en compte les rapports sociaux de genre et entre générations en les articulant aux autres formes d'inégalités économiques et sociales.

Le projet régional d'appui au pastoralisme et à la commercialisation du bétail dans les territoires transfrontaliers Cameroun-Nigéria-Tchad (Pasco), mis en œuvre par l'Iram et Action contre la Faim dans le bassin du Lac Tchad (voir page 19), illustre la manière dont l'Iram mobilise des approches transversales et intersectionnelles dans ses interventions. Dans un contexte marqué par de fortes inégalités d'accès aux ressources, aux espaces de décision et aux opportunités économiques, le projet privilégie une approche progressive de l'inclusion sociale fondée sur les réalités des filières et des territoires.

Ce projet s'appuie ainsi sur les activités déjà exercées par les femmes et les jeunes afin de renforcer leur place économique, leur reconnaissance au sein des organisations professionnelles et leur participation aux espaces de concertation. Cette approche se traduit par des actions ciblées dans plusieurs filières locales et transfrontalières (transformation du lait local, viande séchée, petite restauration sur les marchés à bétail, maroquinerie), combinant appui économique, formations techniques, alphabétisation fonctionnelle, accès aux équipements et accompagnement à la structuration collective.

Dans le cadre de l'étude de faisabilité du projet de mise en valeur de la Tamourt en-Naaj en Mauritanie (voir page 26), une analyse spécifique des inégalités liées au genre et à la jeunesse a également été intégrée à la formulation du projet Ennema

Tamourt En-Naaj. Les concertations menées avec les acteurs locaux ont mis en évidence le rôle central des femmes et des jeunes dans les dynamiques économiques, sociales et environnementales de l'oasis, tout en soulignant les fortes contraintes auxquelles elles et ils restent confrontés en matière d'accès aux ressources productives, aux financements et aux espaces de décision.

L'étude de faisabilité du projet a ainsi retenu un scénario de développement local des activités agrosylvopastorales, halieutiques et écotouristiques visant une meilleure inclusion des groupes sociaux les plus vulnérables, articulant participation à la gouvernance locale, renforcement des capacités, amélioration de l'accès aux ressources productives et soutien aux activités génératrices de revenus. ■



Une analyse des inégalités liées au genre et à la jeunesse a été intégrée à la formulation du projet Ennema Tamourt En-Naaj en Mauritanie.

© Rachel Effantin-Touyer (Iram)



Mieux comprendre les migrations des jeunes en Mauritanie

En 2025, l'Iram a conduit une étude sur les dynamiques contemporaines de mobilité des jeunes femmes et hommes dans la Vallée du Fleuve Sénégal et au Nord-Ouest de la Mauritanie. Commanditée par l'Agence française de Développement, cette recherche visait à mieux comprendre les mobilités des jeunes (Mauritaniens et étrangers) ainsi qu'à formuler des recommandations stratégiques et opérationnelles pour orienter les futurs financements de l'AFD dans les territoires concernés.

Les travaux montrent que si les mobilités circulatoires et les allers-retours constituent une réalité ancienne en Mauritanie, les trajectoires connaissent aujourd'hui une recomposition marquée par une diversification des profils, des destinations et des formes de circulation. L'étude met également en évidence que la mobilité ne

constitue ni une garantie de réussite économique ni un facteur automatique d'émancipation. Les trajectoires des jeunes femmes et hommes sont souvent marquées par la précarité, des revenus faibles, des conditions de logement difficiles et une mobilité sociale limitée. Les mobilités révèlent et renforcent des inégalités préexistantes, notamment en matière d'accès à l'emploi, à la formation et aux ressources économiques, tout en transformant les équilibres familiaux et les solidarités intergénérationnelles. Les jeunes femmes voient leurs responsabilités économiques renforcées, tandis que les jeunes hommes deviennent fréquemment des soutiens économiques centraux pour leurs familles restées sur le territoire d'origine.

Dans un contexte marqué par le durcissement des politiques migratoires

et la fermeture progressive du « couloir atlantique » vers les Canaries, l'étude montre enfin une augmentation des contraintes et des risques liés à la mobilité. Les contrôles policiers, les violences, les refoulements et les tensions identitaires fragilisent particulièrement les migrants subsahariens en transit, tandis que les jeunes Mauritaniens continuent de percevoir la mobilité internationale comme l'une des rares alternatives à l'absence de perspectives économiques crédibles sur leurs territoires d'origine. Les réseaux communautaires et les mécanismes d'entraide entre migrants jouent un rôle essentiel dans l'accueil, la solidarité et la cohésion sociale, même si leurs capacités restent limitées face à l'ampleur des besoins et aux insuffisances des dispositifs publics de protection et d'accès aux droits.



À Wuro Doolé (Tchad), les femmes assurent la gestion du lait et des revenus issus de sa vente.
© Cécile Patat (Iram)

Rapport financier 2025

Rapport financier

En 2025, le Groupe Iram enregistre un déficit de 256 697 euros. Après une année 2024 déjà marquée par un résultat négatif, l'exercice 2025 s'inscrit dans un contexte géopolitique en constante évolution, ayant pesé sur le niveau d'activité. Le volume d'activité s'établit ainsi à 5,8 millions d'euros, contre 7,6 millions d'euros en 2024.

Les perspectives d'amélioration, déjà perceptibles au cours du second semestre 2025, associées à la solidité financière de l'organisation, offrent au Groupe Iram les moyens de poursuivre sa stratégie d'adaptation et de développement. Ces perspectives se sont concrétisées par une forte mobilisation sur le métier d'expertise et de conseil dès la fin de 2025 ainsi que par le démarrage de nouveaux projets et missions d'assistance technique à la fin de l'année 2025 et au début de l'année 2026.

Bilan groupe IRAM en euros

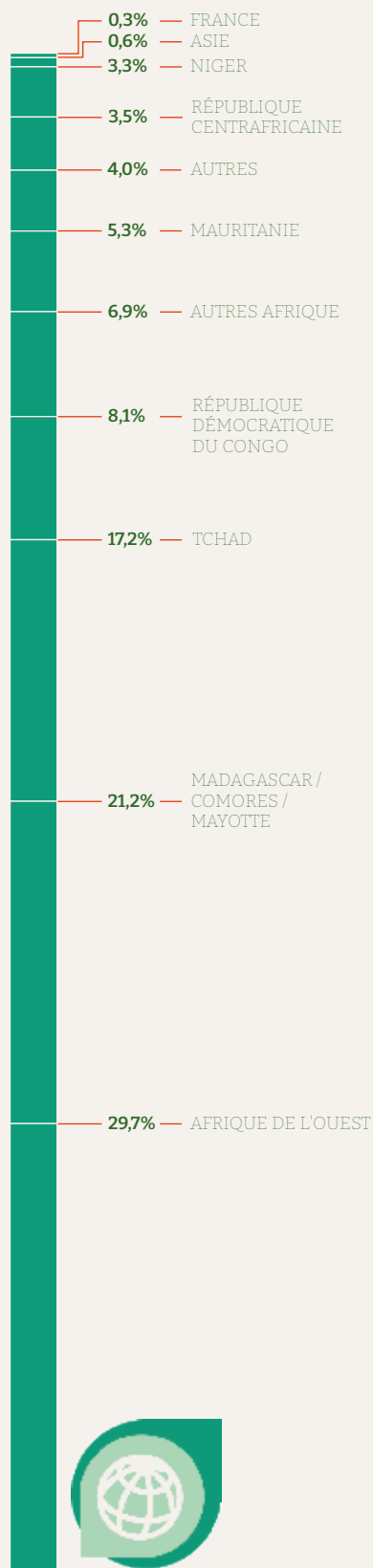
immobilisations	1 070 207
créances clients et autres actifs	16 525 747
disponibilités	520 343
total actifs	18 116 297
capital social	891 429
autres fonds propres	2 085 173
provisions pour risques et charges	361 674
autres passifs	14 778 020
total passifs	18 116 296

Compte de résultat en euros

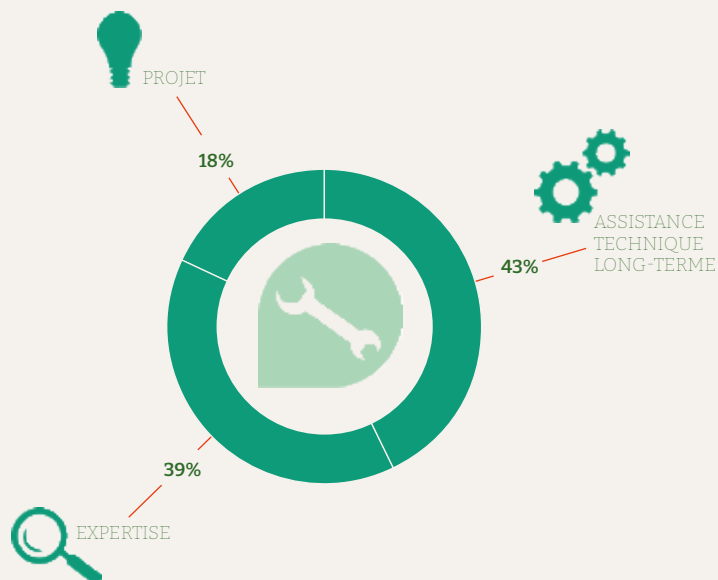
chiffre d'affaires	5 781 836
autres produits d'exploitation	1 232 251
total produits d'exploitation	7 014 088
charges d'exploitation	7 359 117
résultat financier	13 667
résultat exceptionnel	- 8 200
intéressement	-
impôt sur les sociétés	- 82 865
résultat net	- 256 697

Les comptes de l'IRAM ont été certifiés sans réserve par le cabinet de commissariat aux comptes Doucet, Beth & Associés.

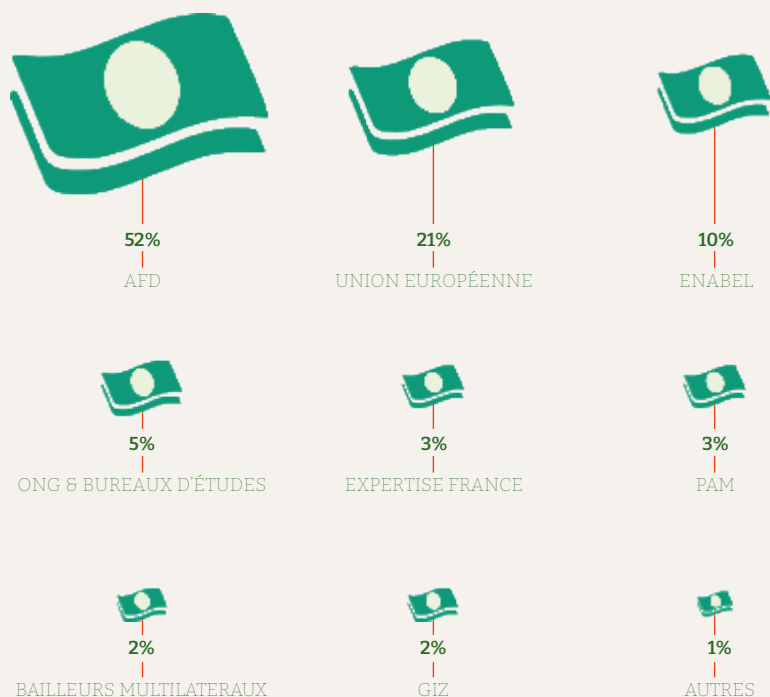
Volume d'activité par pays



Répartition du budget par métier



Origine des financements



Sources de financement et partenaires

Nos sources de financement Nos partenaires

- ▶ Agence belge de développement (Enabel)
- ▶ Agence française de développement
- ▶ Agronomes et vétérinaires sans frontières (AVSF)
- ▶ AgroParisTech
- ▶ Al Majmoua
- ▶ Ambassade de France en Mongolie
- ▶ Banque mondiale
- ▶ Bundesministerium für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung (BMZ)
- ▶ Caisse des dépôts et consignations
- ▶ Central African Forest Initiative (CAFI)
- ▶ Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement
- ▶ Cités unies France
- ▶ Comité français pour la Solidarité Internationale
- ▶ Comité inter-État de lutte contre la sécheresse au Sahel
- ▶ Comité technique Foncier & développement
- ▶ Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest
- ▶ Conseil régional d'Ile-de-France
- ▶ Coopération monégasque au développement
- ▶ Département de Loire-Atlantique
- ▶ Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ)
- ▶ Expertise France
- ▶ Fondation ACTES
- ▶ Fondation de France
- ▶ Fondation Drosos
- ▶ Gira Meat Club
- ▶ Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères de la France
- ▶ Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)
- ▶ Organisation internationale pour les migrations (OIM)
- ▶ Programme alimentaire mondial
- ▶ Programme des Nations Unies pour le développement
- ▶ Sciences Po Paris
- ▶ Toulouse Métropole
- ▶ Union européenne
- ▶ Wildlife Conservation Society (WCS)
- ▶ Action contre la faim (ACF)
- ▶ ADIE
- ▶ Afrikan Parks
- ▶ Agence de promotion des Investissements Agricoles (APIA)
- ▶ Agence régionale pour l'Agriculture et l'Alimentation
- ▶ AGER
- ▶ AgriCord
- ▶ Agrinatura
- ▶ Agronomes et vétérinaires sans frontières (AVSF)
- ▶ AgroParisTech
- ▶ Ambre
- ▶ Arte-Fact Development & Agri-Food Consulting
- ▶ Association pour la promotion de l'élevage au Sahel et en Savane (Apress)
- ▶ BRLI
- ▶ Bureau d'expertise sociale et de diffusion technique (Best)
- ▶ Bureau Issala
- ▶ Care International
- ▶ CartONG
- ▶ CCFD-Terre Solidaire
- ▶ Ceformad
- ▶ Centre d'études et de recherches sur le développement international (Cerdil)
- ▶ Centre international d'études pour le développement local (Ciedel)
- ▶ Cerfrance
- ▶ Cirad
- ▶ Civipol
- ▶ Comité de Coopération avec le Laos
- ▶ Commissariat régional au développement agricole de Mednine en Tunisie
- ▶ Commission économique du bétail, de la viande et des ressources halieutiques de la CEMAC
- ▶ Concordis
- ▶ Conseil Départemental Loire-Atlantique
- ▶ Crédit rural de Guinée
- ▶ Croix Rouge Camerounaise
- ▶ Croix rouge centrafricaine
- ▶ Croix-Rouge française
- ▶ Dorsch Impact
- ▶ Échelle - Appui au développement
- ▶ ECO Consult
- ▶ Écodev Conseil
- ▶ EGIS
- ▶ Engagé.e.s et Déterminé.e.s
- ▶ Fédération des Alpages de l'Isère
- ▶ Fédération des Paysans du Fouta Djallon
- ▶ Fert
- ▶ Fonds mondial pour la nature (WWF)
- ▶ FoodProcessing
- ▶ FSD
- ▶ Gemdev
- ▶ GIST
- ▶ GRDR
- ▶ Gret
- ▶ Groupe Huit
- ▶ Groupe initiatives
- ▶ HD
- ▶ Hub rural
- ▶ Humanity and Inclusion (Handicap international)
- ▶ Hystra
- ▶ Inades Formation
- ▶ Initiatives développement (ID)
- ▶ Institut Agro Montpellier
- ▶ Institut d'études du développement de la Sorbonne (ledes)
- ▶ Institut de recherche pour le développement (IRD)
- ▶ Insuco
- ▶ Inter-réseaux Développement rural
- ▶ IPAR
- ▶ Istom
- ▶ Joint Research Center
- ▶ Karkara
- ▶ KeyAid Consulting
- ▶ Kinomé
- ▶ Laboratoire d'analyse régionale et d'expertise sociale (Lares)
- ▶ Laboratoire d'économie rurale et de sécurité alimentaire de l'université de Bangui
- ▶ Marmelade
- ▶ Mercy Corps
- ▶ Ministère de l'Agriculture, de la pêche et de l'artisanat des Comores
- ▶ Nitidae
- ▶ Nodalis
- ▶ Noé conservation
- ▶ Nordic Consulting Group
- ▶ Observatoire des forêts d'Afrique centrale (OFAC)
- ▶ Office régional de mise en valeur agricole de Ouazzate au Maroc
- ▶ Oréade-Brèche
- ▶ Réseau Bilital Marobé (RBM)
- ▶ Réseau d'appui aux initiatives locales (Rail)
- ▶ Réseau des chambres d'agriculture du Niger (Reca)
- ▶ Réseau des organisations paysannes et des producteurs de l'Afrique de l'Ouest (Roppa)
- ▶ Réseau FAR
- ▶ SalvaTerra
- ▶ Sciences Po Paris
- ▶ Sfère
- ▶ SHER
- ▶ Solidarités
- ▶ SOS Faim Belgique
- ▶ Tenmiya
- ▶ TERE
- ▶ TERO
- ▶ Univers Sel
- ▶ Université de Bordeaux
- ▶ Université de Lille 1
- ▶ Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne
- ▶ Université de Rennes 1
- ▶ Université de Versailles – Saint Quentin
- ▶ Ville de Gennevilliers

Dernières publications

Articles, ouvrages et rapports de recherche



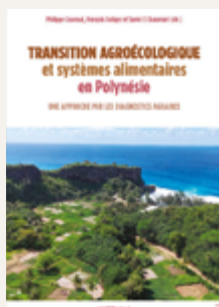
Anvoin, M., Erceau, J., Lallau, B., Maneschi, M.-A., Rousseau, C.-I. et Tidjani, I. (2025). *La résilience par l'entrepreneuriat ? Une étude en contexte de post-conflit (Mambéré-Kadéï, RCA)*, Mondes en développement, 53(2). <https://urls.fr/eHgCcR>



Duteurtre G., Alinon, K. Mian-Oudanang K. (dir.) (2026). *Pasteurs et agropasteurs du Tchad face aux changements territoriaux sahéliens et soudanais en transition*. Karthala. <https://urls.fr/6Aaidk>



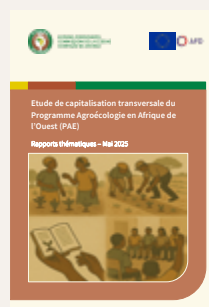
Lallau B., Amsidder L., Anvoin M., Bonnet B., Tidjani I. et Archambaud L. (2025). Retrouver sa place après la guerre: Quel retour pour les éleveurs de la Mambéré-Kadéï (République centrafricaine)? *Revue internationale des études du développement*. Risques, protections et dérèglements climatiques 257/2025. <https://urls.fr/UVq9cC>



Couraud P., Doligez F. et El Ouaamari S. (dir.) (2026). *Transition agroécologique et systèmes alimentaires en Polynésie. Une approche par les dfnistics*. Karthala. <https://urls.fr/qRfwuY>



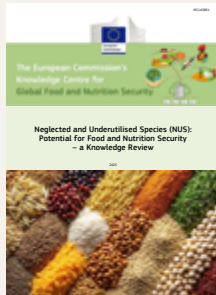
Iram (2026). *Développement des territoires pastoraux sahéliens et méditerranéens : Quelles initiatives en réponse aux contraintes sociétales, économiques et climatiques ? Actes de la journée d'étude du 25 juin 2025*. <https://urls.fr/xQGFIw>



Larès, Gret, Inter-réseaux (2025). *Étude de capitalisation transversale du Programme Agroécologie en Afrique de l'Ouest. Rapports thématiques*. CEDEAO-UE-AFD. <https://urls.fr/ZKIVKT>



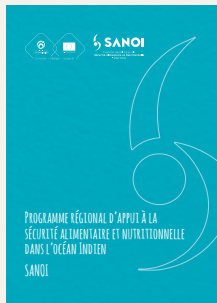
Doligez F., Baldé Y., Maneschi M., Diallo K., & al. (2025). *Usages et mésusages des pesticides dans les périmètres maraîchers des membres de la Fédération des paysans du Fouta Djallon en Guinée*, Cahiers Agricultures 34 <https://urls.fr/mS3YXn>



Knowledge Centre for Global Food and Nutrition Security, Iram (2025). *Neglected and Underutilised Species (NUS): Potential for Food and Nutrition Security – a Knowledge Review*, Commission européenne. <https://urls.fr/aY07A5>



Petit-Roulet R. (2025). *Sécurisation et distribution : évolutions de la gouvernance de l'orpaillage en Guinée*, EchoGéo [En ligne], 71 | 202 <https://urls.fr/Adm8dK>



Programme régional d'appui à la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans l'océan Indien (SANOI) (2025). Rapports et vidéos de capitalisation. <https://urls.fr/Z1m5jD>



Steer L., Ancey V., Di Maria A., Djinto Koï M. (2025). *Analyse de la chaîne de valeur de la farine pour l'alimentation humaine au Tchad*, ICA4D-AgriNatura. <https://urls.fr/1R32ND>



Thoreux, M. et Leturque, H. (2025). *Registre social en Mauritanie : appropriation institutionnelle et évolution d'un dispositif national de protection sociale face aux crises*. Mondes en développement, 53(1). <https://urls.fr/BvnSmN>

Autres



Diallo O. et Guéguen-Perrin A. (coord.) (2025). *Faire converger les solidarités : Agir à l'international et en France face aux enjeux communs*. Traverses n°54. Groupe initiatives. <https://urls.fr/b7RLTo>



Belchi P., Dorange V., Bonnet B., Bernard, C., Effantin-Touyer R., Hur M., Langlade E., Bernard, E. (2026). *Année internationale des parcours et des pasteurs : construire une parole collective sur le pastoralisme*. Bulletin de veille thématique n°505 du 19 juin 2025. Inter-réseaux. <https://urls.fr/KgjQU7>



Acting For Life, AVSF, Gret, Inter-réseaux, Iram (2025). *Soutenir le pastoralisme dans les pays du Sud : pistes d'actions pour un développement durable*. Note de positionnement AFD-CIRAD-Groupe de travail sur le pastoralisme. https://urls.fr/1_eqLa

Communications

Bonnet B. *Gouvernance des territoires pastoraux d'Afrique de l'Ouest dans un contexte de risques climatiques, socio-fonciers et sécuritaires*. Séminaire scientifique de l'Association française de Pastoralisme, 4 décembre 2025. Communication à paraître dans la revue *Pastum* en 2026

Rousseau C.I. et Doligez F. *Approches de la transition juste dans le réseau CARITAS, Étude de cas au Bangladesh, in La transition agroécologique juste en pratiques, croiser les savoir construire l'action*, GEMDEV, Campus Condorcet, Centre de colloque Aubervilliers, 11-12 septembre 2025.

Correra A., Amsidder L., Bonnet B., Hiernaux P., Alinon K. O., Cesaro J.D., Botoni E. Y., *La réhabilitation des parcours au Sahel : quels enseignements pour améliorer l'efficacité et les impacts au profit des pasteurs ?* Présentation aux journées du Comité scientifique Français de la Désertification (CSFD), Montpellier, 3 juillet 2025.

iram

EST MEMBRE DE:

 CERISE SPTF	 CSFD	 COORDINATION SUD RASSEMBLES SAGIR POUR LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE
 COSTEA ENSEMBLE POUR RELEVER LES DÉFIS DE L'AGRICULTURE IRRIGUÉE	 F3E	 INTER-RÉSEAUX Développement Rural
 Comité technique Foncier développement		 Groupe initiatives
 ALiSEA AGROECOLOGY LEARNING ALLIANCE IN SOUTH EAST ASIA	 agrinatura	 Société Française de l'Évaluation